

20/26

L'Express présente ses meilleurs vœux de bonheur, de santé,
et de prospérité à ses lecteurs et au peuple algérien

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Mercredi 31 Décembre 2025//N° 1240// PRIX 20DA

Dans un discours à la nation
devant les deux chambres du Parlement

Le président Tebboune trace la voie d'une Algérie souveraine et solidaire

PP 2 et 3

Entre lutte contre la corruption, relance industrielle, progrès social et fermeté diplomatique, le président Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé sa vision d'une Algérie souveraine, solidaire et tournée vers l'avenir, tout en renouvelant son engagement pour un dialogue constructif avec les partis politiques et en soulignant la nécessité de protéger le pouvoir d'achat et de soutenir le développement économique et agricole.



Accord militaire Algérie-Tunisie

Le chef de l'Etat remet les pendules à l'heure

■ Par Aïda Mouni

Après le président tunisien Kais Saïed, le président Abdelmadjid Tebboune remet également les pendules à l'heure concernant la polémique née de la diffusion d'un document présenté à tort comme un accord militaire secret entre l'Algérie et la Tunisie. Une mise au point faite lors de son discours annuel devant les deux chambres du Parlement réunies. Devant les députés et les membres du Conseil de la nation, le président de la République a d'emblée tenu à rappeler la nature des relations entre Alger et Tunis. « La Tunisie ne fait pas partie des normalisateurs et de ceux qui se sont rués pour le faire », a-t-il affirmé, désignant sans les nommer les acteurs à l'origine, selon lui, d'une campagne visant à nuire à l'amitié entre les deux pays. Une déclaration qui s'inscrit dans la continuité de ses prises de position passées, notamment lorsqu'il avait dénoncé la normalisation de certains États arabes avec Israël à la faveur des accords d'Abraham signés en 2020 entre Abou Dhabi et Tel-Aviv. Le chef de l'État a ensuite évoqué ce qu'il considère comme une manœuvre délibérée pour fragiliser la Tunisie en l'isolant de son principal voisin. « Ils croient qu'en la coupant de l'Algérie, la Tunisie sera une proie facile. Ils ne connaissent pas les Tunisiens », a-t-il lancé. Abdelmadjid Tebboune a dénoncé une « tentative de déstabilisation » vi-

Après le président tunisien Kais Saïed, le président Abdelmadjid Tebboune a tenu à remettre les pendules à l'heure concernant la polémique née autour d'un document falsifié présenté comme un accord militaire secret entre l'Algérie et la Tunisie. Il a réaffirmé le respect de l'Algérie pour la souveraineté tunisienne et la solidité des relations bilatérales, dénonçant toute tentative de déstabilisation visant à semer la zizanie entre les deux pays.



sant à la fois la Tunisie et « l'amitié algéro-tunisienne », estimant que certains cherchent à « nous diviser

et à semer la zizanie ». Il a rappelé à ce titre que la sécurité des deux pays est « liée ». Face aux accusations

d'ingérence qui ont circulé après la publication du document falsifié, le président algérien s'est voulu catégorique. « L'Armée nationale populaire (ANP) n'est jamais rentrée » et « ne rentrera jamais » en Tunisie, a-t-il assuré, ajoutant : « Je ne me suis jamais mêlé des affaires intérieures de la Tunisie ». Abdelmadjid Tebboune a insisté sur le respect de l'Algérie pour la direction tunisienne et pour la souveraineté de ce pays voisin. Le document en question, largement relayé sur certaines plateformes et par des médias de l'opposition tunisienne, prétendait détailler un accord militaire autorisant l'armée algérienne à pénétrer jusqu'à cinquante kilomètres à l'intérieur du territoire tunisien pour poursuivre des groupes terroristes. Il avançait également la possibilité pour l'ANP de participer au « rétablissement de la stabilité institutionnelle » en Tunisie en cas de troubles, en neutralisant des « groupes séditieux ». Ces allégations avaient déjà été formellement démenties, le 18 décembre, par le président tunisien Kais Saïed, qui avait rejeté le contenu de ce document présenté comme un accord officiel entre les deux pays. En réalité, l'Algérie et la Tunisie ont signé, le 7 octobre dernier, un accord dans le domaine de la défense qui constitue une actualisation de celui conclu en 2001. Un cadre de coopération bilatérale présenté par Alger et Tunis comme classique et conforme aux relations de bon voisinage, loin des interprétations alarmistes qui ont alimenté la controverse.

A.M.

Elle maintient sa ligne diplomatique

L'Algérie « ne cédera pas sur la Palestine et le Sahara occidental »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a tenu à rappeler le soutien indéfectible de l'Algérie aux causes justes à travers le monde, notamment aux questions palestinienne et sahraouie. « La diplomatie de notre pays n'a pas changé et ne changera pas. Nous sommes solidaires de la Palestine et nous ne l'abandonnerons pas, sans craindre aucun reproche à cet égard », a-t-il martelé, ajoutant que « Gaza, meurtrie, est aujourd'hui le théâtre d'un génocide silencieux, et nous ne l'abandonnerons pas ». Le chef de l'État a souligné que cette position a été clairement exprimée au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, précisant que « c'est pour cette raison que j'ai décoré de l'Ordre national du Mérite le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies, M. Amar Bendjama ». « Cela vaut également pour la question du Sahara occidental », a-t-il poursuivi, indiquant que l'Algérie « exige le respect de la volonté du peuple sahraoui et sa consultation ». Le président Tebboune a rappelé que « lorsque des peuples réclament leur indépendance, leurs revendications doivent être respectées », réaffirmant l'attachement de l'Algérie au droit international, « qui garantit le droit des peuples à l'autodétermination ».

Afin de protéger les droits fondamentaux des citoyens

Abdelmadjid Tebboune réaffirme le caractère social de l'Etat

■ Par Salima H.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé le caractère social de l'État algérien, mettant en exergue les mesures prises en faveur des citoyens les plus modestes et l'accompagnement dont ils bénéficient dans tous les domaines, afin de sauvegarder leurs droits, et ce, dans le sillage des principes d'équité et de justice sociale qui fonde l'État algérien. Pour le président de la République qui s'exprimait dans un discours à la Nation devant les deux chambres du Parlement réunies hier au Palais des Nations, Club des Pins, il s'agit d'un « choix irréversible », en droite ligne des enseignements de la « Déclaration du 1er Novembre 1954 » socle de l'État algérien moderne. Le Président de la République a affirmé en outre que l'orientation sociale, non négociable, « ne sera ni remplacée ni substituée », rappelant les sacrifices de nos valeureux martyrs qui ont pris les armes pour libérer la patrie et « bâtir un État social et démocratique, fidèle à nos principes islamiques ». M. Tebboune a ajouté : « Nous ne suspendrons pas l'aide

sociale destinée au citoyen modeste, car elle relève de ses droits » fondamentaux, rappelant à ce titre les différentes décisions en matière de politique sociale, à travers les programmes réalisés, notamment dans les secteurs du logement, de l'éducation et de la santé, affirmant avec force qu'« il n'existe aucun pays au monde disposant d'une politique sociale comparable à celle de l'Algérie ». Le chef de l'État a ainsi réfuté, une fois de plus, tout éventuel désengagement social de l'État. Il a également affirmé que le pouvoir d'achat des citoyens est « protégé ». « L'histoire ne retiendra pas que nous avons cessé de soutenir le citoyen démuné », a déclaré le chef de l'État, rappelant qu'en 2019, le pays se trouvait « au bord du gouffre », au point que certains discours politiques évoquaient l'incapacité de l'État à honorer le paiement des salaires. Aujourd'hui, a-t-il souligné, l'Algérie s'est engagée sur la voie de l'amélioration des conditions sociales. « Nous nous sommes engagés à augmenter les salaires et nous continuerons à le faire. Nous nous sommes également engagés à créer des emplois, avec 82 000 postes, et nous poursuivrons cet effort, si Dieu le veut », a-t-il assuré. Le président de la Répu-

blique a insisté sur la fiabilité des chiffres avancés, estimant que « s'ils n'étaient pas exacts, ils auraient fait la une des médias internationaux ». Abdelmadjid Tebboune a, par ailleurs, indiqué que la protection du pouvoir d'achat repose notamment sur le soutien des prix des denrées alimentaires, de l'eau, de l'électricité, du logement, ainsi que sur la gratuité de l'éducation. « Le pouvoir d'achat est protégé et nous nous opposons chaque jour à ceux qui cherchent à le briser », a-t-il martelé. Sur le volet du logement, le chef de l'État a fait savoir que « 1,7 million de logements ont été réalisés depuis 2019 ». Il a également révélé avoir contraint l'ancien président, feu Abdelaziz Bouteflika, à annuler les avantages accordés à certains bénéficiaires sur les terrains de Sidi Abdallah, afin que ces assiettes foncières soient restituées au peuple à travers la réalisation de projets de logements. Les déclarations du président de la République renvoient à toutes les mesures prises dans le cadre de la politique budgétaire gouvernementale, mise en œuvre ces dernières années. A titre d'exemple la loi de finances 2026 se base sur plusieurs axes majeurs, dont le soutien direct au pouvoir d'achat, à travers la pour-

suite des transferts sociaux, le maintien des subventions sur les produits de première nécessité et l'ajustement ciblé des aides afin de protéger les catégories vulnérables. La politique sociale inclut aussi le maintien de l'ajustement des prix de l'énergie, et de l'eau potable, en faveur des ménages, l'aide au logement, sous toutes ses formes, avec la poursuite des programmes publics (AADL, LPA, logement rural et social), le renforcement de l'accès gratuit à l'éducation, l'enseignement supérieur, et la santé, mais aussi la revalorisation régulière des salaires et les ajustements périodiques des pensions de retraite, ainsi que l'allocation chômage pour les jeunes. Plus de 675 milliards de dinars ont été destinés en outre aux subventions des produits de large consommation pour les ménages dans le cadre de la loi de finances 2026 qui place la justice sociale et le soutien au citoyen au centre des priorités, avec une combinaison de subventions, de transferts sociaux directs, de soutien à l'emploi et de mesures fiscales visant à conforter le pouvoir d'achat et à améliorer les conditions de vie des Algériens tout en stimulant la croissance économique. S.H.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : **agence.regie@anep.com.dz**
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

Dans un discours à la nation devant les deux chambres du Parlement

Le président Tebboune trace la voie d'une Algérie souveraine et solidaire

Le chef de l'Etat a dressé un bilan détaillé tout en traçant les priorités de l'année à venir. Entre lutte contre la corruption, relance industrielle, progrès social et fermeté diplomatique, Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé sa vision d'une Algérie souveraine, solidaire et résolument tournée vers l'avenir.



■ Par Boualem B.

Dans un discours à la nation prononcé devant les deux chambres du Parlement réunies au Palais des Nations, au Club des Pins, le Président de la République a réaffirmé, avec une fermeté sans faille, son engagement à servir les intérêts du peuple, refusant de se laisser décourager par les difficultés ou par les « tentatives de créer de la confusion, de l'intérieur comme de l'extérieur ». Ce message, livré à un moment clé de la fin d'année, dessine les contours d'une Algérie qui se redresse, innove et se protège, tout en tendant la main à ses voisins maghrébins. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à lever le voile sur certaines pratiques de l'ère révolue, révélant l'un de ses « secrets » : avoir contraint l'ancien président Abdelaziz Bouteflika à annuler des avantages indus accordés sur les terres de Sidi Abdallah, afin de les restituer au peuple à travers des projets de logements publics. Une décision qui illustre une rupture nette avec les méthodes du passé. Sur le plan économique, le Président de la République a assuré que la justice demeurera désormais « à l'affût de toutes les formes de corruption », tout en veillant à protéger les fonctionnaires honnêtes de l'Etat. Le discours a également mis en avant des avancées économiques concrètes et

chiffrées. Depuis le premier trimestre 2025, 1,7 million de logements ont été achevés, un record répondant directement aux aspirations des citoyens. L'industrie, pilier de la diversification hors hydrocarbures, contribue déjà à hauteur de 10 % au revenu national brut, avec pour objectif d'atteindre 12 à 13 % dans un avenir proche. Dans le secteur pharmaceutique, la couverture de la production locale a atteint 82 %, permettant des économies d'environ 200 millions de dollars pour les caisses de l'Etat. Le président Tebboune a également insisté sur une Algérie « forte par ses mines » : le gisement de Gara Djebilet est appelé à devenir la troisième plus grande mine de fer au monde, tandis que la production de phosphate passera de 1,5 million de tonnes à 10 millions de tonnes. Sur le volet environnemental, 30 000 hectares ont été reboisés au sommet des reliefs, avec un objectif de 200 000 hectares à l'horizon 2027, dans le cadre d'une stratégie visant à lutter contre la désertification. Le progrès social a occupé une place importante dans le discours. L'espérance de vie moyenne s'établit désormais à 77 ans, les salaires ont augmenté de 47 %, avec l'ambition de porter cette hausse à 100 %, tandis que le taux de chômage se situe entre 9,5 et 10 %. Le pouvoir d'achat, a souligné le Président, se mesure également à travers le soutien des prix des produits de première nécessité, de l'eau, de l'électricité, du logement et de l'éducation gratuite, des

acquis essentiels à la stabilité sociale. Mais ce discours a aussi pris la forme d'un message fort de souveraineté. Le chef de l'Etat a réaffirmé la position constante de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne, dénonçant toute compromission internationale. Il a également mis en garde contre les « tentatives de semer la discorde » entre l'Algérie et la Tunisie, menées, selon lui, par des « esprits étroits » cherchant à « démanteler le lien fraternel » entre les deux pays afin de mieux « prédater » la région. « L'extension de la sécurité de l'Algérie à la Tunisie et vice-versa est une évidence », a-t-il déclaré, rappelant que l'armée algérienne n'a « jamais mis les pieds sur le territoire tunisien » et n'intervient pas dans ses affaires intérieures. « Quiconque touche la Tunisie a touché l'Algérie », a-t-il insisté, saluant la solidité de l'esprit national tunisien. Concernant la Libye, le Président a estimé que la solution « ne peut aller au-delà d'un règlement entre les enfants d'une même nation », plaidant pour une réconciliation interne durable. Ce discours du président Tebboune, à la fois bilan global et garde-fou géopolitique, résonne comme un véritable manifeste pour 2026. Il incarne un style de leadership qui conjugue indicateurs mesurés et rhétorique fraternelle, sans concession sur la souveraineté, appelant les Algériens à une vigilance collective face aux menaces extérieures.

B.B.

Le président renouvelle son engagement pour un « dialogue constructif » avec les partis

Sur le plan politique et les relations entre l'Etat et les partis, il a réaffirmé son attachement au dialogue politique avec les partis, conformément aux engagements qu'il a pris. "Nous nous sommes engagés à nous adresser, à travers vous, au vaillant peuple algérien, partant de la volonté politique de concrétiser rigoureusement les engagements pris, depuis que le peuple m'a honoré de sa confiance", a dit le président de la République. "Depuis cette tribune, je me suis engagé à mener un dialogue politique avec les partis. Je demeure attaché à ce dialogue, comme je l'ai expliqué aux responsables de partis que j'ai reçus", a ajouté le président de la République, précisant que ce dialogue sera entamé "dès que le Parlement aura adopté la loi sur les partis". Après avoir souligné que ce dialogue sera "constructif", le président de la République a affirmé son engagement à "appliquer tout ce qui sera convenu avec les partis".

B.A.

En dépit des « tentatives de déstabilisation » « L'Etat déterminé à poursuivre les réformes »

Le président Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'Algérie est entrée dans une phase cruciale, décisive, soulignant que le nombre de projets d'investissement a atteint « 19 000 projets pour une valeur estimée à 8 242 milliards de dinars, avec la création de 500 000 emplois ». Sur les progrès réalisés par l'économie nationale, le président a salué « le succès de la Foire intra-africaine », organisée par l'Algérie en septembre dernier, soulignant qu'elle « a obtenu des résultats remarquables, témoignant de la dynamique des investissements en Algérie ». Sur le même volet économique, M. Tebboune a souligné que les investissements directs étrangers contribuent à hauteur de 309 projets d'investissement de grande envergure ». « C'est une réponse à ceux qui parlent de l'isolement de l'Algérie », a-t-il asséné. « L'économie nationale est solide. Ceux qui ne reconnaissent pas les réalisations du pays le font par dépit », relève-t-il, avant de citer, entre autres, l'entrée en production du gisement de Gara Djebilet, l'élargissement du réseau du chemin de fer et le développement de l'industrie dans divers segments d'activité. Il a soutenu, en outre, que les produits « made

in Algeria inondent le marché local ». Sur le plan des réformes, le président Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé « la détermination de l'Etat à poursuivre ce processus sur tous les fronts, en dépit des tentatives de déstabilisation ». Abdelmadjid Tebboune a par ailleurs révélé que les agriculteurs sont parvenus à créer 15 000 exploitations agricoles, ce qui leur a permis de contribuer positivement à l'économie nationale. Il a en outre indiqué que le secteur a connu l'introduction des technologies modernes. Tout en saluant les « succès importants réalisés » dans ce secteur, il a néanmoins reconnu un échec dans un domaine agricole précis, déclarant : « Je vous avoue notre échec dans la production de viandes, toutes catégories confondues, une situation qui soulève de nombreuses interrogations. » Dans ce contexte, le chef de l'Etat a lancé un appel aux acteurs du secteur agricole à faire preuve de sens des responsabilités et de patriotisme, soulignant que « les ressources financières consacrées à l'importation de la viande devraient en priorité bénéficier aux enfants de l'Algérie ».

M.K.

ÉDITORIAL l'EXPRESS

L'économie se porte bien

■ Par Boualem Alami

Fidèle à une tradition qu'il a instaurée, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait hier un diagnostic grandeur nature de l'état de l'économie nationale et des perspectives d'avenir prometteuses pour le pays dans un discours à la nation où il est revenu sur les grandes questions nationales et internationales de l'heure. C'est, comme il est de tradition désormais, devant les deux chambres du Parlement réunies que le Président Tebboune a mis en exergue les progrès réalisés dans le secteur économique, mas également en matière de grandes réalisations infrastructurelles, à l'instar du mégaprojet du chemin de fer devant assurer le transport des minerais de Gara Djebilet entre Tindouf et Béchar sur plus de 950 km. Il a ainsi d'emblée déclaré que l'économie nationale se porte bien, expliquant que le pays est entré dans une phase décisive avec la mise en place de grands projets d'investissements, porteurs de croissance et créateurs autant de richesses nationales que d'emplois. Il a ainsi rappelé que le nombre de projets d'investissement a atteint 19 000 projets pour une valeur estimée à 8 242 milliards de dinars, avec la création de 500 000 emplois. Fer de lance de cette embellie économique, avec une baisse formidable de l'inflation à moins de 3-4% comme il l'a souligné dans son discours, l'industrie est devenue la locomotive de la croissance économique hors hydrocarbures. Et le président le relèvera à juste titre en soulignant que "le secteur industriel contribue désormais à hauteur de 10 % au produit intérieur brut, et nous aspirons à porter cette contribution à environ 13 %". Une industrie locale euphorique avec l'émergence d'une solide industrie nationale du médicament qui arrive à plus de 70% à subvenir aux besoins du marché local avec des possibilités d'exportation des produits génériques vers les pays africains. Cet effort et ces progrès dans le secteur industriel donnent par ailleurs une belle image de maîtrise de la technologie de fabrication dans le domaine du rail avec la livraison prochaine du projet de Gara Djebilet. En outre, et pour démentir certaines manœuvres déstabilisatrices et de dénigrement de l'économie nationale, le président Tebboune n'a pas omis dans son discours de rappeler l'importance des investissements directs étrangers, qui ont atteint le chiffre de 309 projets et "c'est une réponse à ceux qui parlent de l'isolement de l'Algérie". "L'économie nationale est solide ».

Voix forte et courageuse à l'ONU

Amar Bendjama sacré diplomate de l'année

Amar Bendjama, représentant permanent de l'Algérie à l'ONU, a été élu « Diplomate de l'Année 2025 » par PassBlue. Reconnu pour son engagement en faveur de la cause palestinienne et du Sud global, il incarne l'excellence diplomatique algérienne à l'échelle internationale, marquant son héritage par une défense acharnée des droits humains et de la justice sur la scène mondiale.



■ Par Hakim H

Amar Bendjama, l'ambassadeur et représentant permanent de l'Algérie à l'ONU, vient d'être couronné « Diplomate de l'année 2025 » par les lecteurs de PassBlue, une publication indépendante dédiée aux coulisses des Nations unies. L'annonce est tombée le 28 décembre 2025, et elle célèbre son engagement sans faille pour la cause palestinienne et les voix du Sud global, au cœur du Conseil de sécurité où l'Algérie siègeait jusqu'à fin 2025. Né en 1951, Bendjama a gravi les échelons de la diplomatie nationale depuis son diplôme de l'École nationale d'administration d'Alger en 1975. Sa carrière est un vrai roman : chef des visites officielles dès 1977, premier secrétaire à l'ambassade en URSS dans les années 80, puis directeur adjoint pour les pays socia-

listes d'Europe. Il a connu New York comme représentant permanent adjoint à l'ONU de 1989 à 1991, avant des ambassades en Éthiopie (auprès de l'OUA), au Royaume-Uni, au Japon, et un passage comme secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de 1996 à 2000. Plus tard, il a dirigé les ambassades en Belgique, au Luxembourg (avec l'UE et l'OTAN), et en France jusqu'en 2017. Nommé à l'ONU en avril 2023, il a atterri juste au moment où l'Algérie entrait au Conseil de sécurité, un timing parfait pour briller.

Une voix pour la Palestine

C'est surtout sur la question palestinienne que Bendjama s'est illustré. PassBlue le distingue pour avoir « porté haut et fort la position arabe et celle du Sud global, dans un monde géopolitique qui se crispe, en protégeant surtout la

cause palestinienne ». Ses discours au Conseil de sécurité frappaient fort, avec une rhétorique qui touche au cœur. Parlant de Gaza, il a lâché : « Ce que nous voyons n'est pas une guerre ; c'est l'annihilation non seulement des personnes, mais de la vie elle-même. » Il représentait aussi le groupe A3+ (Algérie, Guyana, Mozambique, Sierra Leone) sur des débats brûlants comme Gaza ou la mer Rouge. Les lecteurs de PassBlue l'ont plébiscité devant des figures comme Samuel Žbogar de Slovénie. À l'heure où l'Algérie quitte le Conseil de sécurité, cet honneur personnel illumine le rôle croissant de l'Algérie comme porte-voix du monde arabe et du Sud. Bendjama, avec ses presque 50 ans de carrière, incarne l'excellence diplomatique algérienne, un hommage à la justice et à la paix dans un monde plein de bruits et de fureurs.

H.H.

Amar Bendjama le souligne :

L'Algérie termine son mandat au Conseil de sécurité après avoir rempli son devoir

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, l'ambassadeur Amar Bendjama, a estimé que l'Algérie, qui termine son mandat au Conseil de sécurité, avait fait son devoir. Il a souligné la responsabilité de la communauté internationale face aux foyers de tension et dans la prévention de l'extension des conflits, grâce à des solutions politiques justes et durables respectant la souveraineté des États et les droits des peuples. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée aux « menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales », Bendjama a souligné que l'Algérie quitte le Conseil après avoir accompli son devoir. Il a également exprimé son soutien à la déclaration du représentant permanent de la Somalie auprès des Nations unies, Aboukar Tahir Osman, qui dénonçait la reconnaissance par l'État d'Israël du territoire de la « Somalie », ce qui constitue une violation directe de la Charte des Nations unies, des principes fondamentaux de l'Union africaine, des fondements du droit international, de la souveraineté des États et de leur intégrité territoriale. Il a également évoqué la situation en Palestine. Il a également insisté sur l'unité de la Somalie, affirmant que « la Somalie est une partie intégrante de ce pays ». Il s'est adressé à ses collègues élus au Conseil de sécurité international ainsi qu'à ceux qui, selon lui, « assumeront une lourde responsabilité, celle d'œuvrer au sein du Conseil », les appelant à « travailler tous avec persévérance et à toujours s'efforcer d'impliquer tous les membres des Nations unies dans les travaux du Conseil ». Le représentant algérien a précisé qu'il faisait référence aux membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité, dont le rôle est de préserver la paix et la sécurité internationales, et a souligné l'importance des membres élus dans la réalisation des objectifs assignés au Conseil. Il a conclu en rendant hommage à ses collègues du groupe « A3+ », en particulier à ceux qui ne sont pas originaires du continent africain, mais qui se sont engagés, durant leur mandat, à « défendre avec force les pays africains au sein de ce Conseil ».

Appelant au respect de l'intégrité territoriale et à l'unité nationale en Somalie

Le groupe A3+ condamne la reconnaissance du «Somaliland» par Israël

Le groupe A3+ au Conseil de sécurité des Nations unies (Algérie, Somalie, Sierra Leone et Guyana) a prévenu, lundi soir à New York, que la reconnaissance du «Somaliland» par l'entité sioniste constitue un grave précédent qui menace la paix et la sécurité régionales et internationales, demandant son retrait. S'exprimant au nom des membres du groupe A3+, lors d'une séance au Conseil de sécurité sur les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, le Représentant permanent de la Somalie auprès des Nations Unies, Aboukar Dahir Osman, a réitéré sa condamnation de « l'atteinte flagrante » portée par l'entité sioniste à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Somalie à travers la reconnaissance du «Somaliland», qui constitue une partie intégrante et indivisible de la Somalie. D'emblée, M. Dahir Osman a exprimé sa

gratitude à la présidence du Conseil de sécurité pour la tenue de cette réunion dans un bref délai, à la demande des trois pays africains, auxquels se sont joints la Chine, le Pakistan et la Russie. Cette reconnaissance du «Somaliland» constitue « une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, des principes fondamentaux de l'Union africaine (UA) et du fondement du droit international et de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États », a-t-il affirmé. Cet acte d'agression vise à encourager la fragmentation du territoire somalien, notamment la région nord-est, qui constitue une partie intégrante et indivisible de ce pays, ce qui risque de déstabiliser la Corne de l'Afrique et la région de la mer Rouge », a-t-il prévenu. C'est pourquoi, a-t-il dit, il doit être rejeté et condamné sans équivoque par tous les pays membres du Conseil de sécurité,

demandant le retrait de cette reconnaissance par l'entité sioniste. Le groupe a également joint sa voix au récent communiqué signé par le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, sur le rejet catégorique de toute tentative de remettre en cause l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Somalie. Le Représentant permanent de la Somalie a, dans ce cadre, appelé l'ensemble des membres du Conseil de sécurité à adopter une position unifiée contre cette action illégale, qui « sape les fondements du droit international », saisissant l'occasion pour saluer l'ensemble des partenaires bilatéraux et régionaux ayant exprimé leur soutien et leur ferme engagement en faveur de l'intégrité territoriale, de l'unité et de l'indépendance de la Somalie. Par ailleurs, le groupe A3+ rejette, sans équivoque, toute mesure

visant à favoriser le déplacement forcé des Palestiniens vers d'autres pays, y compris les tentatives de l'entité sioniste de déplacer le peuple palestinien de Ghaza vers le nord-est de la Somalie. « Ces actions sont non seulement illégales, mais aussi inacceptables et répréhensibles », a-t-il insisté, rappelant, à ce propos, les avis de la Cour internationale de justice (CIJ). Les A3+ ont, par la même occasion, réaffirmé leur soutien ferme au droit légitime du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination et à une patrie conformément à la solution à deux États, appelant, à nouveau, la communauté internationale à assumer ses responsabilités au titre de la Charte des Nations Unies et à rejeter tout acte susceptible de porter atteinte à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la Somalie, ou aux droits du peuple palestinien par des procédés illégaux.

Clôture du 4^e colloque national de l'UNPE

Plaidoyer pour l'encadrement des cours particuliers

Les travaux du 4^e colloque national de l'Union nationale des parents d'élèves (UNPE) intitulé : « L'école publique algérienne et la prolifération des cours particuliers : responsabilités et solutions », organisés les 21 et 22 décembre dernier, ont été sanctionnés par une série de recommandations soumises au ministère de l'Éducation ainsi qu'à la commission de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et des Affaires religieuses de l'Assemblée populaire nationale (APN).



■ Par Meriem Kaci

Au cours des dernières années, les cours particuliers ont explosé dans les trois cycles de l'éducation, au point où les parents ont « tendance à croire que les enfants qui ne font pas de cours particuliers ne réussiront pas », regrette Hamid Saadi, président de l'UNPE. Auparavant, ce sont les élèves de faible niveau ou de classes d'examen qui suivaient des cours particuliers, mais aujourd'hui tous les élèves de tous les niveaux le font, y compris dès la première année primaire », appelant ainsi les autorités compétentes

à « assumer leurs responsabilités ». Cette situation, qu'il qualifie « d'alarmante », a amené l'UNPE à l'aborder en collaboration avec le Laboratoire de neuropsychologie, psychologie cognitive et sociale de l'université Echahid Hamma-Lakhdar - El Oued. En effet, à l'issue du colloque, la commission des recommandations s'est réunie pour apporter des réponses aux questions soulevées et étudier les diverses propositions issues des sessions de travail. L'objectif était de formuler des conclusions précises et opérationnelles afin de développer le système éducatif et de proposer des solutions concrètes pour limiter le recours aux cours particuliers. Dans ce cadre, la commission a préconisé

l'application de l'ordonnance « n°991 du 22/12/2010 relative au système du soutien pédagogique », particulièrement destiné aux élèves des classes d'examen (BEM et BAC) pendant les vacances scolaires, afin de renforcer leurs connaissances dans les matières fondamentales et d'améliorer leurs résultats. La commission préconise également de revoir la grille des horaires scolaires et de permettre aux élèves d'accéder aux établissements scolaires en dehors des heures de cours pour réviser dans un cadre approprié. Dans le même contexte, elle préconise d'autoriser l'implication de bénévoles (étudiants universitaires et enseignants) pour accompagner les élèves, comme cela se fai-

sait auparavant. Elle a appelé les proviseurs des écoles à organiser des journées de sensibilisation périodiques pour sensibiliser les parents sur leur rôle essentiel dans le suivi scolaire de leurs enfants. L'UNPE préconise également la création d'un conseil spécialisé chargé d'évaluer les programmes scolaires. Ce conseil, ajoute la même source, devrait s'assurer de l'adéquation de la charge horaire et des contenus avec le développement cognitif et psychologique des programmes avant leur généralisation au niveau national. La commission a également plaidé pour le renforcement des mécanismes de contrôle et d'inspection, ainsi que la formation des inspecteurs, pour garantir le succès de l'opération du contrôle pédagogique au sein des établissements. Elle a par ailleurs insisté sur la nécessité d'intensifier la formation pédagogique et psychologique des enseignants, en mettant l'accent sur les dispositifs de soutien scolaire et le traitement des difficultés d'apprentissage chez les apprenants. Elle appelle également à revoir le système d'évaluation continue et à encourager l'intégration de projets éducatifs dans les programmes scolaires. Sur un autre axe, la commission recommande d'accorder dans le cycle primaire la priorité au recrutement des diplômés en psychologie et en sciences de l'éducation, estimant que les premières années de scolarité sont une étape cruciale dans la construction de la personnalité de l'enfant. Par ailleurs, elle demande de supprimer le système de notation chiffrée au primaire en le remplaçant par une évaluation par « observations pédagogiques », estimant que cette méthode est plus appropriée pour évaluer l'élève. Afin d'améliorer la communication, la commission recommande la création d'une chaîne relevant directement du ministère de l'Éducation nationale, qui sera la source officielle pour l'information pédagogique et administrative, renforçant ainsi le lien entre l'école et la famille. M. Saadi explique que ces recommandations visent à améliorer la qualité de l'enseignement dans l'école publique. Leur but, a-t-il souligné, n'est pas « d'interdire les cours particuliers », mais de les encadrer.

Intégration de l'université dans l'économie de la connaissance

« Une orientation stratégique du ministère »

Le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le professeur Mohamed Bouhicha, a affirmé hier lors de son passage à la Radio nationale Chaîne 1 que l'un des axes majeurs de la restructuration du secteur en Algérie est l'intégration de l'université dans l'économie de la connaissance. Selon lui, il s'agit d'une orientation stratégique indissociable de la politique actuelle de l'enseignement supérieur. M. Bouhicha a précisé que le ministère a pris plusieurs mesures en ce sens, notamment la mise en place d'un écosystème adéquat pour l'innovation et l'entrepreneuriat, et qui permet aux universités et aux centres de recherche de donner une dimension économique à leurs activités, transformant ainsi l'université en une locomotive du développement économique. Dans le même contexte, l'hôte de la Chaîne 1 a souligné que le ministère s'appuie sur plusieurs commissions pour renforcer la performance et la visibilité de l'université algérienne, ce qui s'est répercuté positivement sur le classement des établissements d'enseignement supérieur algériens à l'échelle internationale. L'Algérie, s'est-il réjoui, figure désormais parmi les pays les plus représentés dans de nombreux classements mondiaux. Il a

dans ce sens indiqué que les réformes engagées par le ministère au cours des dernières années ont permis au secteur de s'adapter aux mutations nationales et internationales, et d'intégrer effectivement l'économie de la connaissance. Dans ce sens, il a fait savoir que la recherche scientifique a été réorientée vers des projets répondant aux besoins des partenaires socio-économiques, alors qu'auparavant, les recherches manquaient de dimension économique. « Toutes les recherches menées actuellement par les centres et laboratoires de recherche financés par la DGRSDT se font conformément à un plan et à des objectifs préétablis, qu'il s'agisse de la formation de doctorants ou de la satisfaction des besoins des acteurs économiques », a-t-il ajouté. Il a révélé que 335 projets de recherche nationaux sont en cours de réalisation, dont la majorité reflètent les préoccupations de l'environnement socioéconomique, garantissant ainsi la valorisation des résultats. L'évaluation en cours, poursuit le responsable, montre que 53 projets issus du premier appel aux programmes nationaux de recherche présentent un fort potentiel de valorisation et de transfert technologique, en faveur des partenaires socioéconomiques. « Nous prévoyons des résultats encore meilleurs pour les deuxième et troisième appels, dont

l'évaluation est prévue pour 2026 », a-t-il ajouté. Sur le plan international, M. Bouhicha a indiqué que 215 projets de recherche internationaux sont menés par des chercheurs algériens dans le cadre de partenariats euro-méditerranéens. La plupart ont un impact économique direct, notamment dans le secteur agricole, citant à titre d'exemple la culture du safran. Il a également précisé que 47 filiales économiques relevant du secteur de la recherche scientifique ont été recensées, avec un capital social évalué à près de 12 millions de dinars et un chiffre d'affaires dépassant 1,5 milliard de dinars. L'objectif, a-t-il précisé, est d'atteindre 5 milliards de dinars d'ici 2027, constituant ainsi une forte valeur ajoutée pour l'économie nationale. Concernant l'entrepreneuriat universitaire, M. Bouhicha a révélé qu'en seulement 14 mois, les universités ont réussi à créer ou à lancer la création de plus de 2 700 micro-entreprises, renforçant le rôle des établissements universitaires dans le soutien de l'économie nationale. L'invité de la Chaîne 1 a réaffirmé que la recherche scientifique est devenue aujourd'hui un véritable « espace d'attraction » pour les compétences universitaires et un « levier essentiel » pour transformer le savoir en valeur économique au service du développement national.

Publication des résultats du concours de recrutement externe de la Protection civile 2025

La Direction générale de la Protection civile a publié hier la liste nominative des candidats admis au concours de recrutement externe d'agents (hommes et femmes) pour l'année 2025. Selon un communiqué, cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les ressources humaines de la Protection civile. L'objectif est de doter ses unités d'agents qualifiés capables d'assurer efficacement les missions de prévention, secours, protection et intervention lors de situations d'urgence, afin d'améliorer la qualité du service public offert aux citoyens. Les candidats peuvent consulter les résultats sur la page officielle Facebook de la Direction générale de la Protection civile.

LABORATOIRE NATIONAL
D'ESSAISNécessité de renforcer le
contrôle des produits liés à
la sécurité

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a effectué, lundi à Alger, une visite de travail au Laboratoire national d'essais (LNE), où elle a souligné la nécessité d'intensifier le contrôle des produits liés à la sécurité, indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite, Mme Abdellatif s'est enquis des différents services et structures techniques du laboratoire, et a écouté d'amples explications sur ses missions et son rôle central dans la réalisation des analyses et des essais en laboratoire de divers produits de consommation, selon la même source. La ministre a également pris connaissance des moyens matériels et humains disponibles, ainsi que des mécanismes de travail adoptés en matière de contrôle de la qualité et de la sécurité, soulignant l'importance stratégique que revêt le LNE. Dans ce cadre, Mme Abdellatif a insisté sur "la nécessité de renforcer le contrôle des produits liés à la sécurité, et de s'assurer de leur conformité aux normes techniques en vigueur", précise le communiqué.

La ministre a, en outre, instruit les responsables du laboratoire d'assumer un rôle "central" et "efficace" dans le soutien aux opérations de contrôle économique, le renforcement de la veille technique et la contribution à la détection précoce des produits non conformes, afin de permettre la prise des mesures nécessaires dans les délais appropriés et partant, protéger le consommateur, ajoute la même source. Dans le même contexte, Mme Abdellatif a affirmé que le recours à des résultats scientifiques précis constitue un pilier essentiel pour la prise de décisions adéquates, et le renforcement de l'efficacité du contrôle en amont et en aval, garantissant ainsi la conformité des produits aux normes nationales en vigueur, conclut le communiqué.

RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

La DGI intensifie la formation de ses agents pour mieux
contrôler le commerce des pierres et métaux précieux

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre la criminalité financière, la Direction Générale des Impôts (DGI) multiplie les formations spécialisées pour ses agents chargés du contrôle du secteur des pierres et métaux précieux. Ces sessions visent à renforcer la prévention du blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et à assurer la conformité avec le cadre juridique national et international, notamment la loi de finances 2025.

Par Ines B

La DGI multiplie à cet effet les formations de ces agents chargés du contrôle et de la supervision du commerce des pierres et métaux précieux. "L'École nationale de fiscalité poursuit sa formation spécialisée à destination des agents chargés du contrôle et de la supervision du commerce des pierres et métaux précieux", indique la DGI dans sa page officielle Facebook. Ce cours porte sur les mécanismes de prévention du blanchiment d'argent et de lutte contre le financement du terrorisme, et renforce le cadre juridique et de supervision de l'administration fiscale. "M. Hamawi Ismail, inspecteur général des services fiscaux, a assisté à l'événement et, par ses observations sur place, a souligné l'importance stratégique de cette formation pour mieux préparer le personnel à relever les défis financiers actuels, vers une administration fiscale moderne et proactive, garante des ressources nationales", ajoute la DGI. Notons que la DGI renforce le contrôle dans ce secteur très sensible via l'application de la loi de finances 2025 qui introduit des obligations strictes (déclaration d'identité, plafonds sur espèces), l'imposition de taxes spécifiques (TIC



sur pierres précieuses), et l'obligation de signaler les opérations suspectes à la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), tout en surveillant l'importation et le recyclage de ces matières. La DGI surveille ce secteur à risque, comme l'a montré son rapport de 2025, et impose des mesures strictes pour empêcher le détournement de ces activités à des fins criminelles. Elle met en œuvre des lois, comme la loi de finances 2025, qui soumet les pierres précieuses à la taxe intérieure de consommation (TIC) et précise les modalités d'application. Comme

elle encadre les bijoutiers, négociants et artisans, exigeant transparence et conformité avec le cadre réglementaire national et international. Les mesures concrètes mises en place concernent en premier lieu l'interdiction des transactions avec des personnes anonymes, l'obligation de connaître le bénéficiaire effectif, et le contrôle accru des transactions avec les personnes politiquement exposées (PEP). Aussi, les commerçants doivent signaler à la CTRF les transactions en espèces importantes (≥ 2 millions DA) ou les paiements électroniques suspects. Des

circulaires (comme la n° 06 MF/DGI) fixent les conditions d'agrément pour l'importation et le recyclage des métaux précieux. Il y a également l'introduction d'un droit spécifique sur les pierres précieuses (30 % pour la LF 2026) et l'application de la TIC. Les objectifs globaux concernent la préservation de l'économie nationale et de la sécurité financière du pays, l'assurance de la conformité fiscale et de l'équité et la réponse aux exigences des organismes intergouvernementaux comme le Gafi (GAFI).

I.B.

La BNA lance sa plateforme numérique pour les opérations boursières

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a annoncé, lundi dans un communiqué, le lancement d'une plateforme numérique permettant à ses clients de réaliser les opérations boursières, à distance. Cette plateforme, baptisée "Bourse Connect", facilite "la passation d'ordres d'achat et de vente de titres cotés en bourse", selon le communiqué précisant que "le service est disponible dans le cadre de l'activité conventionnelle et/ou islamique de la banque, garantissant une flexibilité optimale pour les différents profils

d'investisseurs". Ainsi, les clients peuvent désormais effectuer leurs transactions boursières "en toute sécurité" depuis leur espace e-banking sur internet ou via l'application mobile BN@tic", ajoute la même source, soulignant que ce nouveau service est destiné à la fois aux personnes physiques et aux personnes morales de la Banque. Outre la passation d'ordres d'achat et de vente des titres cotés en bourse, ce nouveau service permet également de consulter les titres cotés, de suivre l'état d'exécution de

leurs ordres en temps réel, de télécharger le bordereau d'ordre et l'état d'exécution des ordres sous format PDF ainsi que de recevoir des notifications concernant l'état d'exécution de leurs ordres. Pour en bénéficier, le client doit se connecter à l'espace e-banking ou à l'application BN@tic, saisir et simuler l'ordre d'achat ou de vente, le valider via une signature électronique, télécharger le bordereau et suivre l'état de l'ordre, est-il expliqué dans le communiqué. Selon la même source, le client doit être

abonné au service e-banking en Pack "Net+", disposer d'un compte en espèces avec une provision suffisante, avoir un compte-titres pour l'inscription des titres achetés ou vendus, utiliser le service de signature à double facteur pour garantir la sécurité des transactions. "Avec ce service, la BNA offre à ses clients la possibilité de gérer leurs portefeuilles boursiers à tout moment et en toute sécurité, tout en bénéficiant de l'expertise et de l'infrastructure de leur banque", conclut la même source.

EN PRÉVISION DU RAMADAN

Suivi du marché des produits de large consommation

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a souligné l'importance de l'ouverture des marchés de proximité à travers les différentes wilayas, en tant que mécanisme essentiel pour rapprocher les marchandises des citoyens et garantir la disponibilité des produits de large consommation à des prix raisonnables, notamment

durant le mois de Ramadhan, ajoute le communiqué. Elle a également mis l'accent sur la nécessité de « renforcer la coordination sur le terrain avec les différents secteurs ministériels concernés, de poursuivre l'action proactive et d'intensifier les opérations de suivi et de contrôle pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens, tout en insistant sur la vigilance permanente et l'intervention

rapide afin de remédier à d'éventuels dysfonctionnements et d'assurer le bon fonctionnement des marchés », conclut la même source. Ces instructions ont été données lors d'une réunion de coordination pour évaluer la situation du marché national et la disponibilité des produits de large consommation, et examiner les préparatifs liés au mois de Ramadhan dans les wilayas du

centre du pays, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a regroupé les directeurs régionaux du commerce des régions d'Alger et de Blida, en présence des directeurs de wilayas et des directeurs délégués du commerce des deux régions (wilayas d'Alger, Tipaza, Boumerdès, Blida, Médéa, Djelfa, Aïn Defla, Tizi Ouzou, Bouira, Aïn Oussara et Messaad).

AVEC L'AMBITION
D'ATTEINDRE 5 MILLIARDS
DE DA D'ICI 2027

**La recherche
scientifique
réalise un chiffre
d'affaires de 1,5
milliard DA**

La recherche scientifique en Algérie a généré plus de 1,5 milliard de dinars de recettes, pour un capital estimé à 12 millions de dinars. C'est ce qu'a révélé hier le professeur Mohamed Bouhicha, directeur général de la Recherche scientifique et du Développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Lors de son intervention à la radio Chaîne 1, il a exprimé son ambition de porter ce chiffre à 5 milliards de dinars d'ici 2027, ce qui représenterait une contribution significative à l'économie nationale. M. Bouhicha a expliqué que les universités algériennes sont devenues des moteurs essentiels de l'économie du savoir. Il a souligné la mise en œuvre de 215 projets de recherche internationaux dans le cadre de partenariats euro-méditerranéens, dont la plupart ont un impact économique concret. Parmi ceux-ci figurent des projets agricoles, comme la culture du safran grâce à des collaborations internationales. Il a également mentionné que 335 projets de recherche nationaux sont actuellement en cours. Il a souligné que les universités ont réussi à créer ou à initier la création de plus de 2 700 micro-entreprises en 14 mois, témoignant d'un fort dynamisme au service de l'économie nationale. Il a souligné que toutes les recherches financées par la direction générale de la Recherche scientifique sont menées selon des objectifs clairs et préprogrammés, visant à former des doctorants et à répondre aux besoins des partenaires économiques. Il a ajouté que le processus d'évaluation en cours a démontré que 53 projets issus du premier appel à projets de programmes nationaux de recherche présentent un potentiel important de transfert technologique, et que des résultats encore meilleurs sont attendus des deuxième et troisième appels, dont l'évaluation est prévue en 2026. Ceci renforce le rôle de l'université comme moteur du développement économique et de la transformation du savoir en valeur tangible. M. Bouhicha a déclaré que les réformes entreprises par le ministère ont contribué à rehausser les performances et la visibilité des universités algériennes à l'échelle mondiale. L'Algérie figure désormais parmi les pays les plus performants en termes de nombre d'universités, selon plusieurs indicateurs internationaux, tout en renforçant la capacité du secteur à s'adapter aux transformations nationales et internationales et à participer pleinement à l'économie de la connaissance.

I.B.

ÉVOLUTION ET TENDANCES DU MARCHÉ NATIONAL DES ASSURANCES EN 2025

Croissance, diversification et défis

Le marché national des assurances poursuit sa croissance en 2025, atteignant 142,9 milliards de DA de primes émises, avec une hausse de 7,5 % sur un an. Malgré une légère baisse du nombre de contrats, le secteur voit une progression significative dans les activités Takaful et l'assurance automobile, portées par la dynamique du marché des dommages. La dernière note du Conseil national des assurances souligne également l'essor des acceptations internationales et la diversification des offres, illustrant la vitalité et la complexité d'un secteur en pleine mutation.

Par Inès B.

Le marché national des assurances toutes activités confondues cumule au 30 septembre 2025 un total de 142,9 milliards de DA de primes émises, marquant ainsi une évolution de 7,5 % par rapport à la même période de 2024. Les contrats souscrits atteignent à fin septembre 2025 un nombre de 11,4 millions de contrats (hors acceptations internationales), en régression de 0,4 % comparativement au 30 septembre 2024. C'est ce qui ressort de la dernière note de conjoncture du marché des assurances publiée par le Secrétariat permanent du Conseil national des assurances (CNA). La note de conjoncture précise que les réalisations des sociétés d'assurances dommages détiennent une part de 81,1 % du secteur des assurances, totalisant un chiffre d'affaires de 115,9 milliards de DA, avec un taux de progression de 4,2 % comparativement au 30 septembre 2024, les assurances de personnes cumulent un montant de 16,4 milliards de DA. Quant à l'activité Takaful, elle génère, au 30 septembre 2025, un total de contributions de 820,9 millions de DA, en évolution de 92,6 % comparé à la même période de 2024. Cette hausse concerne les deux activités Takaful général et Takaful familial, dont les réalisations sont respectivement de 438,2 millions de DA et 382,7 millions de DA. En ce qui concerne les acceptations internationales,



elles enregistrent une progression de 13,1 % par rapport au 30 septembre 2024, en cumulant un chiffre d'affaires de 9,8 milliards de DA. La branche automobile, qui représente un peu plus de la moitié (50,3 %) de l'activité des Assurances de Dommages, enregistre un chiffre d'affaires de 58,3 milliards de DA, soit une hausse de 9,9 % par rapport au 30 septembre 2024, générant une production supplémentaire de 5,2 milliards de DA. Cette progression est principalement portée par la sous-branche Risque non obligatoire qui détient une part de 78 % de la

branche automobile et affiche une évolution de 7,2 % comparativement à la même période de 2024, atteignant un chiffre d'affaires de 45,5 milliards de DA. Pour rappel, le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré, au titre des six premiers mois de l'exercice 2025, un chiffre d'affaires de 99,3 milliards de DA, en augmentation de 8,1 % par rapport à la même période de 2024. Les « assurances de dommages » dominent le secteur, à hauteur de 81,1 % de parts de marché, alors que les « assurances de personnes » en détiennent 12,2 %. Les contri-

butions collectées au titre de l'activité Takaful totalisent, au 30/06/2025, un montant de 500,8 millions de DA, pour 42 300 contrats souscrits. Ce montant est réparti à hauteur de 264,6 millions de DA pour le Takaful Général et de 236,2 millions de DA pour le Takaful Familial. Les acceptations internationales, avec une part de 6,2 % de la production globale du marché, marquent une progression de 5,2 %, pour atteindre un chiffre d'affaires de 6,2 milliards de DA.

I.B.

Le pétrole soutenu par les tensions géopolitiques

Les cours du pétrole ont connu hier une légère hausse, renforçant les gains de la veille, du fait des tensions géopolitiques, notamment au Venezuela, qui surpassent les craintes de surplus d'offre du marché. Vers 11 H 30 GMT (12 H 30 HEC), le prix du baril de la mer du Nord, pour livraison en février, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 0,45 % à 62,22 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, prenait 0,41 % à 58,32 dollars, selon prixdubarril. Donald Trump a confirmé lundi que les États-Unis avaient détruit un quai utilisé par des bateaux accusés de participer au narcotrafic au Venezuela, une possible première frappe terrestre depuis le début de la campagne militaire américaine contre Caracas. Les États-Unis exercent une forte pression sur Caracas depuis des mois, cherchant à pousser au départ le président Nicolás Maduro, accusé par Washington d'être à



la tête d'un vaste réseau de narcotrafic. Ce dernier dément les accusations américaines et assure que Washington cherche à le renverser pour s'emparer du pétrole du pays. Même si le pays est loin de figurer parmi les principaux producteurs de pétrole, le brut est une ressource primordiale pour le Venezuela qui possède

les réserves prouvées les plus importantes au monde. "Le blocus américain a un impact sur les exportations vénézuéliennes. Les stocks nationaux étant pleins, le Venezuela a commencé à réduire sa production", explique à l'AFP Giovanni Staunovo, analyste chez UBS. Selon lui, le marché pétrolier ne prend pas assez en

compte "les perturbations de l'approvisionnement", ce dernier étant davantage concentré sur le surplus d'offre par rapport à la demande anticipée par la majorité des experts dans les prochains mois. Le marché scrute également tout rebondissement dans les négociations sur l'Ukraine susceptible de faire baisser, en cas d'accord, ou grimper, en cas de blocage des discussions, les prix de l'or noir. Par ailleurs, l'Arabie saoudite a accusé mardi les Émirats arabes unis d'agir de façon "extrêmement dangereuse" au Yémen, où elle a frappé une cargaison d'armes en provenance d'Abou Dhabi destinée aux séparatistes. Ces deux pays voisins sont des producteurs majeurs de pétrole et collaborent au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (OPEP+). La montée des tensions dans cette région serait donc un motif de hausse de la prime de risque sur les cours de l'or noir.

D'IMPORTANTES ENVELOPPES FINANCIÈRES POUR TINDOUF

Renforcement du processus de développement dans la commune d'Oum El Assel

Le montant global des crédits alloués à ce programme, durant ces trois années, a dépassé les 229 millions de dinars, ce qui a permis la concrétisation de plusieurs projets de développement sur le terrain, touchant divers secteurs vitaux, a indiqué le président de l'Assemblée populaire communale (APC), M. Mohamed Haïdas.

La commune d'Oum El Assel, située à 170 km au nord du chef-lieu de la wilaya de Tindouf, enregistre une dynamique de développement remarquable, durant ces dernières années, concrétisée par l'octroi d'importantes enveloppes financières dans le cadre de plusieurs programmes nationaux, ce qui reflète clairement l'accompagnement de l'État du processus de développement local et sa volonté d'améliorer le cadre de vie des citoyens, notamment dans les zones éloignées et frontalières. Cette collectivité a été destinataire de financements conséquents au titre du Plan communal de développement (PCD), considéré comme l'un des principaux mécanismes de soutien aux collectivités locales. Une enveloppe financière de 60 millions de dinars lui a été allouée en 2020, puis une autre de 94,3 millions de dinars en 2021, avant d'enregistrer une hausse significative en 2022 pour atteindre 145,5 millions de dinars. Ainsi, le montant global des crédits alloués à ce programme, durant ces trois années, a dépassé les 229 millions de dinars, ce qui a permis la concrétisation de plusieurs projets de développement sur le terrain, touchant divers secteurs vitaux, a indiqué le président de l'Assemblée populaire communale (APC), M. Mohamed Haïdas. La commune a, en outre, bénéficié d'un autre programme du Fonds de garantie et solidarité des collectivités locales, visant à réduire les disparités de développement entre communes, dans lequel Oum El Assel a bénéficié d'un montant de 97 millions DA au titre de l'exercice 2023. Ce quota est passé à plus de 128 millions DA en 2024 puis plus de 122 millions DA en 2025. Le total des montants alloués a



atteint 322 millions DA, ce qui a permis de mieux renforcer les capacités de la commune à une prise en charge des préoccupations des citoyens, à améliorer la qualité des services publics, a-t-on ajouté. Dans le cadre du programme d'appui au développement social et économique, des montants ont dépassé les 387 millions DA, en 2023, pour cette collectivité, avant qu'elle bénéficie de 132 millions DA, en 2024, puis 189 millions DA, cette année. De ce fait, le total des financements consacrés à ce programme à lui seul a atteint 709 millions de dinars, « ce qui reflète, ajoute le même responsable, l'intérêt majeur accordé par les pouvoirs publics pour booster la croissance économique et sociale au niveau local ». En tenant compte de ces trois différents programmes, le volume global des enveloppes financières destinées à la commune d'Oum El Assel a atteint près de 2,4 milliards DA, au cours des dernières années. Un chiffre que le président de

l'APC considère comme une preuve évidente de l'attention particulière accordée par l'État à cette région et de la volonté politique visant à réaliser un développement équilibré et durable couvrant l'ensemble du territoire national, sans exception. Dans ce contexte, M. Haïdas a salué cet important soutien financier et la politique de l'État, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui font du développement local une priorité stratégique, notamment à travers l'appui aux communes et leur dotation en moyens nécessaires pour assumer pleinement leur rôle de développement. Il a également mis en exergue le rôle central joué par les autorités de wilaya, à leur tête le wali de Tindouf, dans l'accompagnement de la commune et la prise en charge des préoccupations des citoyens, que ce soit par le suivi de terrain ou par la facilitation des procédures de concrétisation des projets. Le même responsable a souligné que ces enve-

loppes financières ont connu une progression continue d'une année à l'autre, contribuant ainsi à la programmation et à la réalisation de projets de développement durable touchant des secteurs essentiels, tels que l'aménagement des routes, l'amélioration des réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement, ainsi que le renforcement des équipements publics. Cela s'est traduit positivement sur le quotidien des citoyens et a renforcé la stabilité sociale et économique de la région. Ces indicateurs financiers et ces réalisations sur le terrain illustrent la nouvelle dynamique enregistrée dans la commune d'Oum El Assel, dans le cadre d'une approche de développement fondée sur la planification locale, la complémentarité entre les différents acteurs et la gestion rationnelle des ressources, ouvrant ainsi des perspectives prometteuses pour cette région stratégique du Sud-Ouest du pays.

EL TARF

17 MECHTAS DE BOUGOUS BIENTÔT ALIMENTÉES EN EAU POTABLE

Dix-sept (17) mechtas de la commune frontalière de Bougous, située à 20 km au sud-est d'El Tarf, ont bénéficié d'une opération de développement destinée à renforcer l'alimentation des habitants en eau potable (AEP), a-t-on appris, lundi, auprès de la direction des ressources en eau. Le chef du service de l'AEP au sein de cette direction, Hicham Rekab, a indiqué que cette

opération entamée en mai dernier pour approvisionner une population totale de 8 000 âmes, inscrite dans le cadre des programmes sectoriels, a nécessité un investissement public de 900 millions de dinars. Cette même opération vise également à sécuriser et à diversifier les sources d'approvisionnement de la commune de Bougous-Centre, alimentée à partir du barrage de Meksa,

selon la même source. Les travaux consistent à réaliser 5 stations de pompage et 10 réservoirs d'une capacité variant entre 300 et 1 000 m³, ainsi qu'une station de traitement des eaux et une autre flottante d'une capacité, chacune, de 8 600 m³/jour, a encore fait savoir M. Rekab. Les 17 mechtas ciblées, situées, pour la plupart, en zone montagneuse, représentent 50 % de la

population totale de la commune de Bougous, selon le même responsable qui a ajouté que l'approvisionnement en eau potable se fera à partir du barrage de Bougous à la faveur de la mise en place de conduites sur un linéaire de 35 km. Le chef du service de l'AEP a conclu en soulignant que ce projet, dont l'avancement des travaux varie entre 45 et 50 %, sera achevé « durant l'été 2026 ».

RÉHABILITATION DE ROUTES NATIONALES ET DE CHEMINS DE WILAYA Lancement de plusieurs projets à Jijel

Plusieurs projets portant sur la réhabilitation de certaines routes nationales (RN) et de chemins de wilaya (CW) seront lancés en 2026 dans la wilaya de Jijel, a déclaré, lundi, le directeur des travaux publics (DTP), Slimane Khalfa. Le même responsable a ajouté, dans une déclaration à l'APS, que l'année prochaine verra également le lancement de travaux de dédoublement, sur 8 km, de la RN 77 entre le chef-lieu de wilaya et la bretelle d'accès à la pénétrante autoroutière Djen-Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif), ainsi que le lancement de travaux de renforcement de plusieurs sections de la RN 43 entre les communes de Jijel et d'El Milia. D'autres travaux sont également prévus en 2026 « aussitôt après la finalisation des procédures administratives d'usage », relatifs à la réhabilitation du CW 147 qui relie les zones de Djimar (commune de Chekfa) et d'Oued Nil (commune de Taher) », selon la même source. M. Khalfa a indiqué, d'autre part, que les ports de pêche et de plaisance d'El Aouana et de Ziama-Mansouriah ont bénéficié de deux opérations de protection au moyen de brise-lames, financées à hauteur de 1,4 milliard de dinars (700 millions de dinars pour chacune), afin de préserver ces infrastructures des hautes vagues et, partant, permettre une meilleure exploitation de ces ports par les pêcheurs. Le port de Jijel a également bénéficié d'une opération de renforcement de la digue principale sur une distance de 110 mètres, moyennant un financement de 1,1 milliard de dinars, a conclu le DTP.

GUELMA

30 000 foyers raccordés au réseau de fibres optiques

Pas moins de 30 000 foyers ont été raccordés à Guelma au réseau de fibres optiques à domicile (FTTH) depuis le début de l'année en 2025, a-t-on appris lundi du directeur opérationnel d'Algérie Télécom de la wilaya, Fayçal Saïdi. Depuis le début de l'année en cours, 2 460 km de fibres optiques ont été installés pour assurer le raccordement de ce nombre de foyers répartis à travers les diverses communes de la wilaya, a indiqué, à l'APS, M. Saïdi. Durant la même période, une modernisation du réseau de télécommunications de l'ensemble des quartiers du chef-lieu de wilaya raccordés au réseau de fibres optiques a été effectuée au terme de 31 projets ayant permis la mise en place d'un réseau d'une capacité théorique de près de 34 000 accès, a souligné la même source. Le plan de travail de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom pour l'année en cours a permis, a-t-il ajouté, d'exécuter 10 projets de modernisation et de remplacement des réseaux de lignes en cuivre par le réseau de fibres optiques dans plusieurs agglomérations des communes de Djeballah Khemissi, Oued Fragua, Héliopolis, Medjez Amar et Guelma, outre la réalisation de 40 autres projets d'extension des canaux pour consolider le raccordement aux fibres optiques dans plusieurs communes de la wilaya.

L'année qui s'achève aura été particulièrement riche en avancées médicales majeures, transformant peu à peu le paysage des soins à l'échelle mondiale. De l'édition génétique personnalisée aux nouvelles technologies de dépistage, les scientifiques ont franchi des étapes prometteuses qui redonnent espoir aux patients et aux cliniciens.

Par Amel B

L'année 2025 a été marquée par certaines percées médicales considérées comme de grandes avancées scientifiques susceptibles, à terme, de transformer les soins de santé pour des millions de personnes dans le monde. Plusieurs revues scientifiques mettent en avant ces avancées, qu'il s'agisse de médicaments amaigrissants ou de nouvelles technologies vaccinales. En 2025, un tournant historique a été atteint avec l'application réussie d'une thérapie génique CRISPR sur un nouveau-né atteint d'une maladie métabolique rare et potentiellement mortelle. Les médecins ont modifié directement les gènes défectueux du foie de l'enfant, améliorant significativement sa santé et sa qualité de vie. Cette réussite ouvre la voie à d'autres traitements personnalisés pour des maladies génétiques jusqu'ici incurables. Même s'il devra être suivi toute sa vie, le traitement a réduit la dépendance du bébé aux médicaments pour sa maladie et a largement amélioré sa qualité de vie. En novembre, sa mère a indiqué qu'il commençait à marcher et atteignait d'autres étapes de développement. Les chercheurs estiment que la réussite de la procédure constitue une avancée majeure pour CRISPR, laissant penser que d'autres patients atteints de maladies génétiques pourraient bénéficier de cette technologie à l'avenir. D'autre part, d'autres progrès

ont été réalisés dans la technologie des vaccins à ARN messager (ARNm). Les vaccins qui utilisent la technologie de l'ARN messager (ARNm) se sont fait connaître pendant la pandémie de COVID-19, et des centaines d'essais cliniques les testent désormais contre la grippe, le VIH, les maladies génétiques et même le cancer. Dans le domaine de la lutte contre le cancer, plusieurs de ces essais ont déjà livré des résultats préliminaires prometteurs. Cet été, deux études ont montré que des vaccins contre le VIH à base d'ARNm peuvent induire des anticorps neutralisants, un élément clé de la réponse immunitaire qui aide à protéger les cellules contre les infections virales. Selon ces avancées, la technologie ARNm pourrait être un outil efficace contre de nombreuses maladies, même si des études plus vastes, incluant davantage de participants, sont nécessaires pour en cerner pleinement le potentiel et les limites. En outre, des scientifiques utilisent du tissu cérébral humain vivant pour modéliser la démence. Ainsi, pour la première fois au monde, des scientifiques au Royaume-Uni ont utilisé du tissu cérébral humain vivant pour observer les premiers stades de la démence. L'équipe a exposé

des cellules saines, prélevées lors de chirurgies sans lien avec l'étude, à une protéine toxique associée à la maladie d'Alzheimer, appelée amyloïde bêta, afin de montrer en temps réel comment elle peut détruire les connexions entre les cellules cérébrales. La possibilité d'étudier directement la progression de la démence dans le cerveau humain pourrait faciliter la mise au point de traitements efficaces, alors qu'il n'existe actuellement aucun remède. De leur côté, les scientifiques ont développé des médicaments amaigrissants qui ont révélé des résultats prometteurs pour certaines autres affections. Des études ont montré que des médicaments phares utilisés pour traiter l'obésité et le diabète pourraient aussi aider face à un large éventail d'autres affections, notamment les addictions et les troubles psychotiques comme la schizophrénie. Les bénéfices sont encore à l'étude. Cependant, les professionnels de santé rappellent que ces traitements ne sont pas des solutions miracles. Ils peuvent entraîner des effets secondaires, comme des troubles digestifs, de la fatigue ou des déséquilibres nutritionnels, et ne conviennent pas à tout le monde. Leur prescription est réservée

à des situations médicales précises. Les spécialistes insistent également sur un point essentiel : la perte de poids durable repose avant tout sur une approche globale, combinant alimentation équilibrée, activité physique adaptée et accompagnement médical ou psychologique si nécessaire. Les médicaments, lorsqu'ils sont utilisés, ne constituent qu'un complément à cette prise en charge. Enfin, l'utilisation non encadrée ou détournée de ces traitements comporte des risques importants, notamment chez les adolescents. La prévention et l'éducation à la santé restent donc essentielles pour éviter les usages inappropriés et promouvoir une relation saine au corps et à l'alimentation. Les avancées de 2025 ne relèvent pas uniquement de la technologie, mais illustrent aussi la montée en puissance de la coopération scientifique internationale et l'adoption croissante des outils numériques dans les soins de tous les jours. Si ces progrès permettent de proposer des traitements plus précis et plus performants, ils rappellent également l'importance de mettre en place des politiques de santé solides afin de garantir un accès équitable à ces innovations à l'échelle mondiale.

A.B.

SANTÉ

Les avancées marquantes de l'année 2025



JOURNÉES MÉDICO-CHIRURGICALES DE BISKRA

Plus de 150 amygdalectomies programmées

L'établissement public hospitalier (EPH) Bachir-Bennacer de Biskra a programmé 153 opérations gratuites de chirurgie des amygdales au profit d'enfants de cette wilaya, dans le cadre des journées médicochirurgicales ouvertes dimanche en collaboration avec le centre hospitalo-universitaire (CHU) de Constantine. Le directeur de l'EPH Bachir-Bennacer, Bachir Abderabi, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette initiative de solidarité est organisée à l'occasion des vacances scolaires d'hiver pour permettre aux enfants, en particulier ceux scolarisés, de bénéficier d'interventions gratuites encadrées par des équipes médicales de l'EPH et du CHU de Constantine. Il a affirmé que tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer le succès de cet événement en dotant, notamment, le service de chirurgie de tous les équipements et instruments nécessaires pour réaliser ces opérations précédées d'examens et d'un diagnostic préliminaire effectués au service d'oto-rhino-laryngologie de la même structure de santé. M. Abderabi a souligné que les interventions programmées au cours de ces journées permettront de prendre en charge un grand nombre de jeunes patients dont l'identité a été déterminée après les auscultations préliminaires, tandis que d'autres patients seront programmés dans le cadre d'initiatives qui seront annoncées dans les jours à venir. De son côté, le Dr Kamel Talbi, du CHU de Constantine, a déclaré que la présence d'une équipe médicale spécialisée de cette structure de santé, aux côtés des équipes médicales de l'EPH de Biskra, dans le cadre du jumelage entre les deux établissements, « permettra de prendre en charge médicalement et chirurgicalement un plus grand nombre d'enfants malades ». Ces journées, qui se poursuivront jusqu'au 1^{er} janvier 2026, et auxquelles participe l'association locale « Nas El Khir », représentent une opportunité pour les parents d'enfants, en particulier les catégories vulnérables, de bénéficier de services médicaux et chirurgicaux gratuits, ainsi que d'un suivi médical, a-t-on précisé.

ACCIDENTS DE LA ROUTE : 37 morts et 1294 blessés en une semaine

Trente-sept (37) personnes ont trouvé la mort et 1294 autres ont été blessées dans 1118 accidents de la circulation survenus entre les 21 et 27 décembre, dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya

de Bouira avec 3 morts et 48 blessés dans 32 accidents de la circulation, précise la même source. Concernant les accidents liés aux intoxications au monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont pris en charge 157 personnes incom-

modées par ce gaz, déplorant toutefois le décès de 7 personnes dans les wilayas de Tiaret, Laghouat, Oum El Bouaghi, Mila, Sidi Bel Abbes et Sétif. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 824 interventions pour l'extinction de 475 incendies urbains, industriels et autres,

dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (76 incendies), Blida (31) et Oran (29). Durant la même période, 6798 interventions ont été effectuées pour le sauvetage de 512 personnes en situation de danger et l'exécution de 5850 opérations d'assistance diverses.

RD CONGO

Environ 500 000 personnes ont fui leur foyer à cause des combats

Malgré la signature, le 4 décembre à Washington, d'un accord de paix entre la RDC et le Rwanda, les rebelles se sont emparés de plusieurs localités dans le Sud-Kivu, dont Uvira, tombée le 9 décembre à l'issue de combats intenses.

Le nombre de déplacés Les affrontements armés entre les forces gouvernementales de la République démocratique du Congo (RDC) et les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) dans l'est du pays ont obligé quelque 500 000 personnes à se déplacer, ont rapporté lundi des médias, citant des organisations caritatives locales. Il s'agit surtout des habitants du Sud-Kivu, dont une partie tente de trouver refuge dans d'autres zones de la province et une autre se dirige vers la province voisine du Tanganyika. Ces populations trouvent refuge dans des espaces publics – écoles, églises –, sur des sites surpeuplés ou au sein de communautés d'accueil déjà fortement sollicitées, ont précisé les médias, ajoutant que les réfugiés ont un besoin urgent d'aide humanitaire, notamment en vivres, soins médicaux et eau potable. Ces derniers jours, les forces armées congolaises, aidées des milices locales, combattent les rebelles du M23 dans le secteur de la ville



de Makobola, prise par les rebelles le 10 décembre. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit « profondément préoccupé » récemment par la dégradation rapide des conditions d'accueil, conséquence directe de l'afflux de civils fuyant les combats entre les rebelles de l'Alliance fleuve Congo/Mouvement du

23 mars (AFC/M23) et les forces armées congolaises dans l'est de la RDC. Chaque jour, des milliers de personnes franchissent la frontière à pied ou en bateau, saturant des ressources locales déjà fragiles. Malgré la signature, le 4 décembre à Washington, d'un accord de paix entre la RDC et le Rwanda, les rebelles se sont emparés de plusieurs localités

dans le Sud-Kivu, dont Uvira, tombée le 9 décembre à l'issue de combats intenses. Cette ville stratégique, située sur les rives du lac Tanganyika, à proximité du Burundi, était devenue chef-lieu provincial après la prise de Bukavu par les rebelles, en février, dans le cadre d'une campagne militaire fulgurante engagée en début d'année.

ÉTATS-UNIS

2 milliards de dollars pour soutenir les efforts humanitaires de l'ONU

Un responsable du département d'État américain a annoncé lundi que les États-Unis s'engagent à verser 2 milliards de dollars pour soutenir les actions humanitaires des Nations unies, sans préciser la répartition de ces fonds ni indiquer si d'autres engagements sont à prévoir. Cette décision intervient après les importantes réductions des aides étrangères opérées par l'administration du président Donald Trump en 2025, qui ont entraîné une baisse significative des dépenses américaines dans ce domaine. D'autres bailleurs occidentaux majeurs, comme l'Allemagne, ont également réduit leur aide, en réorientant leurs priorités financières vers le secteur de la défense, provoquant ainsi une crise de financement pour l'ONU. Selon les données des Nations unies, les contributions humanitaires américaines à l'ONU ont chuté à environ 3,38 milliards de dollars en 2025, soit près de 14,8 % du total mondial. Il s'agit d'une baisse spectaculaire par rapport aux 14,1 milliards de dollars de l'année précédente et à la pointe de 17,2 milliards de dollars atteinte en 2022. Plus tôt ce mois-ci, l'ONU avait lancé un appel à financement de 23 milliards de dollars pour 2026 afin d'aider 87 millions de personnes vulnérables, soit la moitié des 47 milliards demandés pour 2025, reflétant un recul du soutien des donateurs malgré des besoins humanitaires mondiaux persistants. Tom Fletcher, coordonnateur de l'aide humanitaire de l'ONU, a souligné que la réponse humanitaire de l'organisation est sous forte pression et confrontée à un manque de financement aigu, ce qui oblige à prendre des « décisions difficiles » pour prioriser les personnes les plus dans le besoin.

ÉTATS-UNIS

Plus de 10 000 vols retardés à cause des tempêtes hivernales

Plus de 10 000 vols ont été retardés dans les États du Midwest et du Nord-Est des États-Unis en raison de tempêtes hivernales. Selon le site spécialisé FlightAware, 1 900 vols supplémentaires ont été annulés entre lundi et mardi matin. D'après le Bureau national de la météorologie, ces régions ont été frappées par de fortes chutes de neige et des vents tempétueux. En particulier, lundi soir, la vitesse du vent à Chicago (Illinois) a atteint par endroits 25 m/s. Le mauvais temps a perturbé les transports dans ces régions. En plus des annulations massives et des retards de vols, on signale également de nombreux accidents de la route. Selon les estimations des médias, près de 110 millions de personnes se trouvent dans la zone touchée par les tempêtes hivernales.

ACCIDENT DE LA ROUTE AU GABON

Sept personnes tuées et plusieurs blessés

Sept personnes ont trouvé la mort et plusieurs autres ont été grièvement blessées lundi dans un accident de la circulation survenu à Libreville, capitale du Gabon, ont rapporté des médias locaux. L'accident a impliqué un minibus qui roulait à vive allure entre Ntoum et Libreville, selon les pompiers, cités par les médias. Sept personnes sont mortes et plusieurs autres blessées, dont six graves, selon un bilan provisoire. Les circonstances exactes de l'accident n'ont pas encore été déterminées.

INDONÉSIE : Au moins 16 morts dans l'incendie d'une maison de retraite

Un incendie dans une maison de retraite sur l'île indonésienne de Sulawesi a fait 16 morts et trois blessés, a indiqué lundi 29 décembre un responsable des secours. « Il y a eu 16 morts, trois (blessés) ont des brûlures », a déclaré Jimmy Rotinsulu, à propos de la catastrophe qui a eu lieu dimanche soir à Manado. De nombreuses vic-

times ont été retrouvées dans leurs chambres, a-t-il décrit. « C'était le soir, donc peut-être que beaucoup de personnes âgées étaient en train de se reposer » au moment de l'incendie. Les autorités ont évacué 12 personnes, indemnes, et les ont transférées vers un hôpital local, a ajouté Jimmy Rotinsulu. Les incendies mortels ne sont pas

rare en Indonésie, archipel d'Asie du Sud-Est comptant plus de 17 000 îles. Un incendie ce mois-ci a ravagé un immeuble de sept étages dans la capitale Jakarta, tuant au moins 22 personnes. En 2023, au moins 12 personnes ont été tuées dans l'est du pays après une explosion dans une usine de traitement du nickel.

NAUFRAGE D'UNE EMBARCATION DE MIGRANTS : Un mort et trois disparus en Grèce

Une femme de 22 ans a été retrouvée morte lundi au large de l'île grecque de Samos en mer Égée, après le naufrage d'une embarcation transportant plus de 40 migrants, dont trois sont portés disparus, ont rapporté des médias locaux, citant la police portuaire. La majorité des personnes présentes à bord de cette embarcation sont arrivées saines et sauvées à

Samos. Mais, selon des déclarations des rescapés, trois sont toujours portées disparues et la police est à leur recherche. Aucune information sur la nationalité des migrants ou les conditions du naufrage n'a été fournie dans l'immédiat par les autorités. Jeudi dernier, un mineur avait été porté disparu au large de Farmakonissi après la découverte par la police de 13

migrants naufragés sur ce petit îlot inhabité, près de Samos. La semaine dernière, plus de 840 migrants et réfugiés avaient été secourus au sud de la Crète. Début décembre, 17 personnes avaient été retrouvées mortes après le naufrage de leur embarcation au large de la Crète et 15 autres portées disparues. Seules deux personnes avaient survécu.

BANGLADESH : Décès de l'ancienne Première ministre Khaleda Zia

L'ancienne Première ministre du Bangladesh Khaleda Zia est décédée mardi à l'âge de 80 ans, a annoncé le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) qu'elle dirigeait depuis 1984. « La présidente du BNP et ancienne Première ministre, la dirigeante

nationale Khaleda Zia, est décédée aujourd'hui à 06 H 00 du matin (12 H 00 GMT), juste après la prière de Fajr », a déclaré le parti dans un communiqué. Son fils, Tarique Rahman, président par intérim du BNP, est rentré au Bangladesh le 25

décembre après 17 ans d'exil au Royaume-Uni, pour mener campagne, et est pressenti candidat au poste de Premier ministre du pays. Khaleda Zia était favorite pour remporter les élections législatives prévues en février 2026.

APRÈS AVOIR ATTEINT UN NOUVEAU RECORD : Recul de l'argent

L'once d'argent a perdu lundi près de 10 %, plombée par des prises de bénéfices quelques heures après avoir décroché un nouveau record, tandis que le dollar avance très légèrement dans un marché atone avant le Nouvel An. Une once d'argent

(31,1 g) s'échangeait contre 71,32 dollars, en baisse de 10,03 % par rapport à la clôture de vendredi. Elle avait pourtant atteint un nouveau record à 84,0075 dollars en début de séance. Depuis le début de l'année, l'argent est perçu comme une

valeur refuge autre que l'or. Il est également porté par la demande industrielle croissante pour le photovoltaïque, les véhicules électriques et les centres de données utilisés par le secteur de l'intelligence artificielle.

CAN 2025-GROUPE E/ALGÉRIE-GUINÉE ÉQUATORIALE

Les Verts en quête d'un parcours sans faute

Qualifiée pour les huitièmes de finale de la CAN 2025, l'équipe nationale dispute aujourd'hui son dernier match de la phase de groupes face à la Guinée équatoriale. Une rencontre stratégique pour parfaire leur parcours, tout en permettant au sélectionneur Vladimir Petkovic de tester ses rotations et de préparer sereinement la suite de la compétition.

Par Marouane A.

Déjà qualifiée pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Afrique des nations 2025, l'Algérie dispute aujourd'hui (17 h) son troisième et dernier match de la phase de poules face à la Guinée équatoriale, au stade Moulay Hassan de Rabat. Une rencontre sans enjeu comptable majeur pour les Verts, mais loin d'être dénuée d'intérêt sportif et stratégique, tant l'objectif affiché est de conclure ce premier tour par un sans-faute et d'aborder la suite de la compétition avec un maximum de confiance. Les hommes de Vladimir Petkovic ont parfaitement négocié leur entrée dans la compétition. Lors de la première journée, les Verts ont envoyé un signal fort en dominant le Soudan (3-0), au terme d'une rencontre sérieuse et aboutie, marquée par une nette montée en puissance en seconde période. Une victoire rassurante, tant sur le



plan du jeu que sur celui de l'efficacité offensive. Lors de la deuxième sortie, face à un adversaire plus coriace en la personne du Burkina Faso, l'Algérie a su faire preuve de maturité et de solidité pour l'emporter sur la plus petite des marges (1-0). Un succès précieux acquis au prix d'efforts défensifs importants, qui a permis aux Verts de valider leur qualification pour les huitièmes de finale avant même la dernière journée. Deux matchs, deux victoires, quatre buts inscrits et aucun encaissé : le bilan est jusque-là plus que satisfaisant.

UN TROISIÈME SUCCÈS POUR PARFAIRE LA COPIE

Face à la Guinée équatoriale, l'objectif est clair : enchaîner une troisième victoire et terminer cette phase de groupes avec un parcours parfait. Même qualifiée, l'Algérie ne compte pas lever le pied, consciente que l'élan et la dynamique sont souvent déterminants

dans ce genre de compétition où l'appétit vient en mangeant. Remporter ce match permettrait non seulement de conforter la première place du groupe, mais aussi de renforcer la confiance collective, d'entretenir l'état d'esprit de gagne et d'envoyer un message clair aux futurs adversaires. Conscient de l'enchaînement des matchs et de l'importance de la fraîcheur physique, Vladimir Petkovic devrait toutefois procéder à une large revue d'effectif. Plusieurs cadres pourraient être laissés au repos afin qu'ils soient préservés en vue des huitièmes de finale programmés le 6 janvier prochain. Cette rotation attendue offrira du temps de jeu à certains joueurs moins utilisés depuis le début de la compétition, tout en permettant au sélectionneur national de tester de nouvelles associations et d'ajuster certains réglages tactiques. Une opportunité idéale

pour maintenir tout le groupe sous pression, renforcer la concurrence interne et disposer d'un effectif concerné et prêt à répondre présent à tout moment. Si la Guinée équatoriale n'a pas encore atteint les objectifs escomptés dans ce groupe, elle reste une équipe capable de poser des problèmes, notamment par son engagement et sa discipline tactique. Face à une Algérie remaniée, les Équato-guinéens tenteront sans doute de jouer leur va-tout, avec l'ambition de quitter la compétition sur une note positive. Pour les Verts, le défi sera donc de bien gérer ce type de rencontre, souvent piègeuse, où le relâchement peut coûter cher. L'enjeu sera de rester concentrés, appliqués dans le jeu et rigoureux sur le plan défensif, tout en respectant le plan de match établi en fonction des conditions spécifiques de cette opposition.

M.A.

ALORS QUE HADJAM
SERA AU REPOS

CHERGUI INCERTAIN POUR LA SUITE DU TOURNOI

Le défenseur de l'équipe nationale de football, Samir Chergui, sorti sur blessure dimanche soir face au Burkina Faso (1-0), lors de la 2^e journée (gr. E) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025, est incertain pour la suite de la compétition, a appris l'APS lundi auprès de la délégation algérienne. Titularisé face aux Burkinabè, Chergui (26 ans) a été contraint de quitter la pelouse à l'heure de jeu, touché musculairement à la cuisse, après un duel avec un joueur adverse. Le joueur du Paris FC (Ligue 1/France) a passé des examens médicaux lundi matin. Une décision concernant sa participation à la suite du tournoi sera prise dans la soirée. Pour rappel, Chergui n'avait plus disputé le moindre match depuis sa blessure aux ischio-jambiers, contractée le 23 novembre dernier avec son club, avant d'être relancé d'entrée face au Burkina Faso. De son côté, Jaouen Hadjam souffre d'une légère entorse à la cheville. Le staff médical a préconisé une période de repos comprise entre une semaine et dix jours, ce qui rend le joueur des Young Boys (Div. 1/Suisse) forfait pour le dernier match de la phase de groupes face à la Guinée équatoriale, prévu mercredi à 17 h 00, précise la même source.

LIGUE 1 MOBILIS
(14^e JOURNÉE)

LE MCA CHAMPION D'HIVER

Le MC Alger a confirmé son statut de patron de la Ligue 1 Mobilis en s'adjugeant le titre honorifique de champion d'hiver, à la faveur d'un succès probant décroché lundi soir face à l'ES Sétif (2-0), au stade Ali-Ammar de Douéra, en clôture de la 14^e journée du championnat. Déjà solide leader avant ce rendez-vous, le Mouloudia n'a laissé aucune place au doute face à un adversaire pourtant réputé pour sa solidité et son expérience. Sérieux, appliqués et bien en place tactiquement, les Vert et Rouge ont fait la différence en seconde période, au terme d'une prestation maîtrisée de bout en bout. Au retour des vestiaires, Zineddine Ferhat a ouvert le score dès la 48^e minute, libérant tout un stade après une action collective bien construite. Ce but, longtemps attendu par le milieu de terrain international, a définitivement lancé le MCA vers la victoire. Moins de dix minutes plus tard, Bangoura s'est chargé de mettre son équipe à l'abri en transformant un penalty (57^e), consécutif à une faute dans la surface sétifienne. Face à une ESS courageuse mais en manque de tranchant offensif, le Mouloudia a su gérer son avance avec maturité, imposant son rythme et affichant une grande solidité défensive. Cette nouvelle victoire permet au MCA de porter son total à 31 points en seulement 12 matchs disputés, avec encore deux rencontres en retard, et de creuser un écart confortable sur ses poursuivants.

Mahrez en tête des buteurs, le Nigeria affiche sa puissance offensive

Le capitaine de la sélection algérienne, Riyad Mahrez, s'est emparé de la tête du classement des buteurs de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025, à l'issue de la deuxième journée de la phase de groupes, tandis que le Nigeria s'est illustré comme l'équipe la plus performante sur le plan offensif. Auteur de trois réalisations en deux rencontres, Mahrez confirme son statut de joueur décisif sur la scène continentale. Son efficacité devant les cages a permis à l'Algérie de réaliser un sans-faute lors de ses deux premières sorties contre le Soudan (3-0) et le Burkina Faso (1-

0), et de figurer parmi les premières sélections à valider leur billet pour les huitièmes de finale. Derrière l'international algérien, la concurrence reste particulièrement serrée. Plusieurs joueurs se partagent la deuxième place avec deux buts chacun, à l'image du Nigérian Ademola Lookman, de l'Égyptien Mohamed Salah, du Tunisien Elias Achouri, du Malien Lassine Sinayoko et de l'Ivoirien Amad Diallo, illustrant la richesse et la diversité des talents offensifs engagés dans cette édition, estime la CAF. Sur le plan collectif, la compétition a déjà enregistré 53

buts en 24 matchs, soit une moyenne de 2,21 buts par rencontre, traduisant un équilibre entre ambition offensive et rigueur tactique. Cet équilibre est notamment incarné par le Nigeria, leader des statistiques offensives avec cinq buts inscrits, 12 tirs cadrés et une moyenne de 61 % de possession de balle, la plus élevée depuis le début du tournoi. Les Super Eagles ont ainsi rejoint l'Algérie et l'Égypte parmi les seules équipes déjà qualifiées pour les huitièmes de finale après deux journées. À l'inverse, le Botswana éprouve de grandes difficultés, avec quatre buts

concedés, aucun inscrit, seulement trois tirs cadrés et une possession moyenne de 32 %, soulignant l'écart tenu entre compétitivité et élimination à ce niveau. La discipline s'est, par ailleurs, imposée comme un facteur notable de cette phase de groupes. Les arbitres ont brandi 83 cartons jaunes et trois cartons rouges, reflet de l'intensité physique et de la pression croissante à mesure que les scénarios de qualification se dessinent. Les suspensions et avertissements pourraient ainsi peser lourd dans le dénouement des groupes, souligne l'instance africaine.

COUPE DU MONDE 2026
INFANTINO DÉFEND LES PRIX EXORBITANTS
DES PLACES

Gianni Infantino a choisi de donner lundi un petit cours d'économie pour éteindre une grosse polémique sur la Coupe du monde 2026. En comparant d'un côté une demande record et de l'autre une offre limitée, le président de la FIFA a en effet défendu les prix jugés exorbitants des places pour le Mondial. « Ces derniers jours, vous avez probablement vu qu'il y a beaucoup de débats autour de la billetterie et des prix des billets », a déclaré Gianni Infantino au World Sports Summit de Dubaï, pour sa première prise de parole depuis le début de cette polémique plus tôt dans le mois. « Nous avons six, sept millions de tickets en vente et nous avons commencé il y a deux semaines. Je peux vous dire qu'en deux semaines, 15 jours, nous avons reçu 150 millions de demandes pour des billets. Cela montre à quel point la Coupe du monde est puissante », s'est-il félicité, précisant que la plupart provenaient des États-Unis, d'Allemagne et du Royaume-Uni. « C'est absolu-

FC BARCELONE
FLICK VEUT DES RENFORTS

Le FC Barcelone espère recruter un nouveau défenseur central lors du mercato hivernal, qui ouvre ses portes cette semaine. L'absence prolongée d'Andreas Christensen, blessé au ligament croisé antérieur, et l'incertitude planant sur la situation de Ronald Araujo, laissent Hansi Flick avec peu d'options en défense centrale. Recruter un joueur en janvier s'annonce difficile pour le Barça. Le club pourrait certes libérer 80 % du salaire de Christensen pour financer un remplaçant, mais la plupart des clubs ne sont pas disposés à vendre leurs joueurs clés en cours de saison, sauf à un prix exorbitant – ce que les Catalans ne peuvent se permettre. Par conséquent, le club catalan explore les possibilités du marché des transferts. Selon MD, trois joueurs ciblés évoluent actuellement en Serie A : Stefan de Vrij, Koni De Winter et Juan Jesus. Leur temps de jeu limité dans leurs clubs respectifs pourrait permettre au Barça de conclure une affaire avantageuse. Par ailleurs, l'article confirme également l'intérêt du FC Barcelone pour un défenseur central capable d'opérer sur le long terme : Luka Vuskovic. Le jeune homme de 18 ans est en excellente forme avec Hambourg depuis le début de la saison, même si conclure un accord avec son club d'origine, Tottenham Hotspur, pourrait s'avérer complexe pour le leader de la Liga. Barcelone doit faire le bon choix sur le marché des transferts. Cette saison a mis en lumière les faiblesses défensives du Barça, moins visibles du temps d'Iñigo Martínez. Il est crucial de recruter un joueur durant le mercato hivernal, et la pression est forte sur le directeur sportif Deco pour s'assurer que le recrutement soit judicieux. L'issue de la recherche d'un défenseur central par Barcelone reste incertaine. Leur quête se poursuivra pendant une bonne partie des prochaines semaines, le club catalan espérant ajouter une recrue importante à l'effectif de Flick.

Atlético de Madrid
Le mythique Collar n'est plus

La légende de l'Atlético Madrid Enrique Collar, capitaine pendant près d'une décennie, est décédé à l'âge de 91 ans, a annoncé lundi son ancien club. "La famille rouge et blanc perd un symbole qui a tout donné pour élever l'Atlético Madrid au sommet du football national et continental", a salué le club madrilène dans un communiqué sur son site. "La famille de l'Atlético pleure la disparition d'Enrique Collar", indique un message sur X. "Champion d'un titre de champion d'Espagne, de trois Coupes du Roi et d'une Coupe des vainqueurs de coupe d'Europe sous nos couleurs, il fut également capitaine pendant dix ans, de 1960 à 1969, plus longtemps que tout autre joueur de l'histoire du club. Tu resteras à jamais dans nos cœurs. Repose en paix." Enrique Collar a ainsi porté le brassard de capitaine trois ans de plus que l'actuel porteur Koke, le deuxième capitaine le plus ancien, et quatre de plus que Gabi. Son portrait figurait également sur la carte de membre de la saison 2023-2024, un hommage rendu par l'Atlético Madrid aux joueurs ayant marqué son histoire. Enrique Collar était l'un d'eux. En 16 saisons sous les couleurs des "Colchoneros" (1953-1969), l'ex-ailier gauche aura disputé 470 matches pour 105 buts. Surnommé "El Niño" bien avant un autre



RETOUR EN FORCE DE MANCHESTER CITY

Guardiola dévoile
la recette

Les Gunners ont brièvement cédé la première place au classement après la victoire tardive de City contre Nottingham Forest samedi dernier, avant de la reprendre suite à leur victoire contre Brighton plus tard dans la journée. Après avoir remporté le titre de Premier League quatre saisons de suite, City a connu une saison cauchemardesque l'an dernier, avec une chute de forme spectaculaire à partir de novembre 2024 et jusqu'à la fin du championnat. Début 2025, il était clair que l'équipe de Pep Guardiola n'était plus en lice pour le titre, Arsenal et Liverpool se disputant le trophée suprême, avant que les Reds ne remportent le titre pour la 20^e fois de leur histoire, égalant ainsi le record. Les Citizens avaient l'opportunité, en fin de saison, de se racheter en remportant au moins la FA Cup, mais ils s'inclinèrent en finale face à Crystal Palace à Wembley et terminèrent cette saison cauchemardesque sans le moindre trophée. Au début de la saison actuelle, City s'inclina face à Tottenham et

L'entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, a révélé la clé du renouveau des Citizens et a lancé un avertissement à Arsenal dans la course au titre de Premier League.

Brighton, mais au fil des matches, l'équipe progressa et termina l'année 2025 avec huit victoires consécutives toutes compétitions confondues. Ils conclurent le mois de décembre en beauté avec une victoire 2-1 contre Nottingham Forest le week-end dernier.

« DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉNERGIE » :
LA CLÉ DU RENOUVEAU DE
MAN CITY

À propos de la forme étincelante de City cette saison et de son incroyable retour au sommet, Guardiola a déclaré : « De l'énergie, de l'énergie, de l'énergie. L'énergie qui nous avait fait défaut la saison dernière, tout le monde s'est entraîné plus intensément et a retrouvé son niveau de jeu [lors de notre séjour aux États-Unis]. L'énergie. C'est la priorité absolue. On pourra ensuite parler de la défense, des ailiers, mais avant tout, il faut de l'énergie. Quand

nous sommes allés à Al-Hilal, ce n'était pas parce que nous n'avions pas gagné la Coupe du Monde des Clubs, c'était parce que nous étions si performants là-bas. Ce n'étaient pas des vacances. J'étais contrarié parce que nous étions bons là-bas. « L'entraînement était bon, les joueurs étaient à Boca Raton, face à la plage, tout le monde était heureux. Nous avons partagé de nombreux dîners, de nombreuses discussions sur la saison à venir. Et nous voulions prolonger notre séjour là-bas. » Mais après cela, j'ai parlé avec Pep (Lijnders), James (French), Manel (Estiarte), Hugo (Viana), Txiki (Begiristain), et quelque chose a changé. Cela ne signifie pas que nous allons gagner, mais cela nous permet de reconnaître qu'une équipe est capable d'enchaîner huit victoires et de rivaliser comme nous le faisons. Pouvons-nous progresser ? Absolument, mais cet état d'esprit est meilleur.

Lazio Rome
Sarri se remet d'une opération au
cœur

L'entraîneur de la Lazio Rome Maurizio Sarri a subi une intervention chirurgicale au cœur qui "s'est déroulée avec succès", et devrait reprendre ses fonctions "dans les prochains jours", a annoncé le club dans un communiqué lundi. Souffrant de fibrillation auriculaire, soit un trouble du rythme cardiaque, Maurizio Sarri,

66 ans, a été opéré à l'hôpital Tor Vergata de Rome, a précisé la Lazio Rome, actuellement 8^e du Championnat d'Italie. "L'entraîneur reprendra régulièrement la direction de l'équipe dans les prochains jours", selon la même source. Maurizio Sarri est de retour aux commandes du club romain depuis cet été, à la suite de la démission

de Marco Baroni. Il avait déjà dirigé la Lazio entre 2021 et mars 2024, terminant à la deuxième place de la Serie A en 2023. En plus de la Lazio, Sarri a notamment entraîné Naples, sa ville natale, Chelsea avec qui il a remporté la Ligue Europa en 2019, et la Juventus Turin où il a été sacré champion d'Italie en 2020.

LES MOTS CROISÉS

LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

I. Jeux de société. II. Un livre qu'on parcourt de A à Z. III. Impériale récompense. Premier ministre israélien. IV. Vieille armée. Obscurcir. V. Tubes de salle de bain. Accompagne le diplôme. VI. Dégaza. Futur réserviste. VII. Erbium. Légume qui pousse dans la terre et qu'on récolte parfois sous la glace. VIII. Chose peu commune. Rengaine. IX. Immérité. Tous à Rome. X. Perdues. Terminaison.

VERTICALEMENT

- 1. Gros oeuvre...ou grand oeuvre, c'est selon.
- 2. Surchargé. La troupe des sans grade.
- 3. Héros avisé de la guerre de Troie. Défunte Allemagne.
- 4. Les orgues de Staline, en abrégé. Bambocheur.
- 5. Monte en l'air (et y reste).
- 6. Devant la Vierge. Os de vertébré.
- 7. Pied de vers. Coutumes.
- 8. Bourgeoisie révolutionnaire.
- 9. Grand lac. Maladie de l'oreille.
- 10. Activité où excellait Louis XVI.

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

MOTS MÊLÉS

la ville qui ne dort jamais (New York)

- ALGUE

AMERRIR

BAIE

BARRAGE

CRABE

DIGUE
- ECLUSE

ECUME

ELEMENT

ESTRAN

ETALE

HOULE
- ISTHME

JETEE

JUSANT

LAGON

LAISSE

LITTORAL
- MAREE

MARNAGE

MASCARET

MEDUSE

MER

PASSE
- PHARE

POLDER

SABLE

TEMPETE

VAGUES

VASIERE

T	E	B	A	R	C	E	L	B	A	S	E
N	S	T	F	H	O	U	L	E	R	E	U
E	T	T	E	S	U	D	E	M	T	I	G
M	R	N	M	P	O	L	D	E	R	A	L
E	A	A	A	E	M	A	J	G	L	B	A
L	N	S	H	E	R	E	I	S	A	V	E
E	S	U	C	P	S	I	T	R	I	I	M
E	I	J	N	A	M	U	R	L	S	S	U
L	I	T	T	O	R	A	L	R	S	T	C
M	A	R	N	A	G	E	R	C	E	H	E
V	A	G	U	E	S	A	T	E	E	M	E
D	I	G	U	E	T	A	L	E	E	E	A

ASILE PSY-CHIATRIQUE ATELIER DE PICASSO	JEUNE CROISÉE BOUCLE À PARIS	COLONNETTE PRIÈRE	QUARTIER DE LA BASTILLE ARTICLE	SACRÉ À MONT-MAINTRE FRANC	AU AU LABO	LE TÈME À UN THÉÂTRE DANS LE NÈNE	PROBLÈME DE VACHE ENRAGÉE
						JÈNE DERRÈRE LECLERC	
CENTRE CULTUREL CHÂTÉE			NOTE LONGUEUR D'ONDES		BASSIN	JARDIN À UNICISTRES ADMINISTRATEUR TEUR NOIR	
			PEINTRE AUX COULEURS VIVES			NOTE	
PÉRIODE D'HISTOIRE CONJONC- TION		PAREMENT D'ACA- DÉMIEN	POINT D'APOLLI- NAIRE				
	RÈGLE FACE À LA MADELEINE				SANT HOMME DE LA MANCHE	BAIE PHONÉTIQUE EMBLÈME DE PARIS	
NOUS TRANSPOR- TE DE JOIE ENGAGÉE					COTTES DE DAUDET TOUT BLANC DE FIMBAUD		
							SAISON DES GLACES
PRÉPO- SITION ROCHE	FOYER CULTUREL	LIBRETTISTE COMIQUE TYPE	NÉGATION INGÉNIEUR DE SOUS- MARR	TROUBLE		FORCE ELECTRO- MOTRICE ERBUIUM	
		NE CONNAÎT PAS LE RER PLAT DE TERRE			ARGON	PERSONNEL FBI DE MARS- FESTATION	
SENSIBLE				ENTRE EN SEINE AME DE LA CITÉ			NOBLE
NELLE LA CANTATRICE	FRAPPE LES 3 COUPS MYSTÈRES		VÉRIFIÉ		SOUS LE MARTEAU	VERDIT LA SEINE	CASSE-PIED
			BASE DE DIABOLO	PORTÉ DU SUD			GARNIER OU BASTILLE
AGENT DE PUBLICITÉ RELATION		RAVR	SANT- PIERRE DERNIÈRE ÉMISSION		PIGION À PICALLE		
GÉNAI	CHAT DE BRIANT MATÉRIAU MODERNE		AU MILIEU DU CIEL	LANGUE DU NORD	DÉBUT DE SÉRIE SEC ET LIQUIDE		CONSTRUC- TEUR DE PYRAMIDE
				POÈME LYRIQUE		SANT DES PYRÉNÉES EXERCICES	
INTRA MURS ABRUPT		LIGNE NOUVELLE		POUR FINIR FINIR		BIS BIS	
			ÉGÈNE DE MARET				

SUDOKO

		9	1	3		6			7
		3	4						9
6				1					
1	8					7			
	6	5					3	8	
				6				2	5
						1			3
9							8	4	
4				2		3	5	1	

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

4	2	3	1	6	9	5	8	7
1	8	9	4	7	5	2	3	6
7	9	5	3	2	8	6	1	4
6	1	4	2	5	3	8	7	9
3	6	7	9	8	4	1	2	5
8	5	2	9	7	1	6	4	3
2	7	8	5	3	9	4	6	1
5	3	5	4	1	2	6	7	8
6	4	9	8	1	7	3	5	2

T	A	E	X	U	A	M	E	X
N		R	I	S	D	E	N	XI
E	S	E	G	A	S	E	A	VIII
T	O	C	A	T	O	A	O	VI
N								IV
E								II
S								I
S								
E								
R								

SOLUTION

LES MOTS FLÉCHÉS

S	I	B	A	N	N	C	A	V	A	R	A	X	E
R		O	O	O		E	E	T	E	H	H	P	
E						N	I	N	H	R	E	P	
D		U				A	G	T	A	N	E	O	
L		C				S	O	S	E	R	A	P	
F						E	G	E	R	E	B	D	
P	E					E	I	N	E	B	A	S	
K	C	Y	A	N	D	V	A	N	V	M	R	M	
E	C					A	V	A	T	A	B	L	
R	T					M		R	D	D	U	T	
E	S	E				I	S	E		R	A	T	
						U	N			E	N	C	
						A	J	A	X		E	I	
											S	P	
R						S	I	S	T	O	M	E	
T						N	E	M	F	E	R	A	
A						I	A	R	I	A	L	W	
E						S	P	A	G	N	E	Z	
B						A	E	D	B	M	N		

ENTRE HÉRITAGE KABYLE ET AMBITION UNIVERSELLE

Takfarinas, la voix du Yal

Depuis la fin des années 1970, Takfarinas occupe une place singulière dans le paysage musical algérien et maghrébin. Héritier d'une lignée d'artistes, inventeur d'un langage sonore inédit (le Yal) et artisan d'un dialogue constant entre racines et modernité, il a bâti une œuvre dense, populaire et exigeante.

Par **Samy Terki**

Fils d'une lignée d'artistes kabyles, Takfarinas s'impose dès son plus jeune âge comme une figure incontournable de la scène musicale algérienne. Né dans une famille où la musique est une seconde nature (grand-père, père et frère ayant tous emprunté cette voie), il effectue sa première apparition à la radio en 1976, lors d'une émission dédiée aux jeunes talents. Ce passage inaugural marquera le début d'une trajectoire exceptionnelle, plus de 18 albums à son actif, une popularité qui traverse les générations, et une capacité rare à conjuguer héritage et modernité. Takfarinas est avant tout un héritier de la musique kabyle, du chaâbi, mais aussi des grandes traditions vocales du Maghreb. Il n'en reste pas moins un innovateur. Dès la sortie de son premier disque Yebb'a reman « Grenade mûre » en 1979, réalisé avec Arezki Baroudi, il affiche une volonté claire de mêler les sonorités traditionnelles aux influences occidentales et orientales. Très vite, il fonde le groupe Agraw, avec lequel il enregistre deux albums (1981, 1983), tout en poursuivant une carrière solo marquée par des titres engagés comme Aadmen-ten « Les Tortures » ou Ay Aassas n Zher-iw « Gardien de mon destin ». Mais c'est en 1986, avec la collaboration du chef d'orchestre Jean Claudric, qu'il connaît un véritable tournant. Son double album Way Telha et Arrac connaît un immense succès au Maghreb. Les disques se vendent par millions, les stades se remplissent, et l'artiste devient un phénomène. Ses concerts spectaculaires, encore inédits à l'époque dans le monde nord-africain, séduisent une jeunesse avide de paroles sincères et de rythmes porteurs d'espoir. Les thèmes que Takfarinas aborde (l'exil, la condition féminine, l'amour,



la liberté, la mémoire des peuples opprimés, en particulier la cause amazighe) trouvent un écho profond bien au-delà de la Kabylie. Sa langue maternelle devient le véhicule d'un message universel. Côté instrumental, il transforme le mandole, instrument emblématique du chaâbi, en y ajoutant un second manche pour en élargir la palette sonore. Cette innovation, réalisée avec le luthier Rachid Chaffaa en 1988, puis transformée en mandole électroacoustique en 1998 à Marseille avec Madjid Lah'lou, devient l'un des symboles de son style unique. En 1989, il revient avec Innid ih « Dis-moi oui » et Irga-

zen « Les Hommes », qui seront réédités sous le titre Salamat. Les années 1990 sont marquées par de nouveaux jalons, dont un album live enregistré à l'Olympia (1990), Romane (1993) avec le tromboniste Hamid Belhocine, et surtout la création du concept de « Yal », un mot polysémique qu'il choisit pour désigner la musique kabyle modernisée. Pour lui, le Yal est un langage sonore nouveau, une identité musicale enracinée et ouverte. Avec Yal (1999), il signe l'un de ses plus grands succès grâce au tube « Zaama zaama ». Ce morceau l'amène en Afrique du Sud où il reçoit l'or de la cérémonie des Kora

Awards des mains du directeur d'Air Afrique, Monsieur Diop. Nelson Mandela et Michael Jackson, invités d'honneur, étaient présents dans la salle, et ce dernier danse au rythme de Zaama zaama, donnant ainsi une dimension internationale à l'œuvre. En 2002, il sort Quartier Tixeraine, une relecture élégante de ses classiques. L'album rend hommage à son lieu de naissance dans la banlieue algéroise. Puis en 2005, Thajmilthe i thlawine « Honneur aux dames » marque une nouvelle étape, avec des collaborations prestigieuses, le guitariste Norbert Krief « Nono » de Trust ou encore le batteur jamaïcain Sly Dunbar. Après une pause de six ans, Takfarinas revient avec Lwaldine-Imawlane « Hymne aux parents », un double album à la fois hommage au chaâbi et vitrine d'une modernité maîtrisée. Les morceaux abordent des sujets profonds (l'exil avec Lwekhda, l'identité dans Mazighene, la nostalgie avec Idhelli-kan, l'humilité avec Oulache wine) en explorant les modes andalous, les rythmes gnaouis ou le groove kabyle revisité. Certaines compositions marquent les esprits par leur audace, Fella-m joue sur les variations rythmiques, tandis que Assirem aborde le phénomène des harraga sous un angle positif, en appelant la jeunesse à croire en elle-même. Il ose aussi un défi de taille, revisiter Ne me quitte pas de Jacques Brel. La version qu'il propose est sobre, bouleversante, enrichie des inflexions du Yal et d'un souffle émotionnel intense. Takfarinas clôt cet album par Incha-allah, chant d'amour et de foi, véritable testament d'un artiste en quête de sens. Quarante ans de carrière n'ont en rien altéré sa ferveur ni son besoin de recherche. Avec Lwaldine-Imawlane, il démontre que la maturité artistique peut rimer avec inventivité, et que l'avenir du Yal s'écrit encore.

S.T.

HISTOIRE COLONIALE

Avec Le pain des Français, Xavier Le Clerc rouvre les fosses de la mémoire coloniale

Paru aux éditions Edifuse, Le pain des Français de Xavier Le Clerc n'est ni un simple récit autobiographique ni un roman historique classique. Le livre se situe à l'intersection de l'intime et du politique, là où la littérature devient un outil d'exhumation. À travers une enquête personnelle, l'auteur met au jour les violences structurelles de la colonisation française en Algérie, leurs prolongements dans l'histoire de l'immigration et le silence persistant qui les entoure. Le point de départ du récit est une découverte glaçante. Dans les sous-sols du Musée de l'Homme, à Paris, Xavier Le Clerc tombe sur des boîtes d'archives du XIX^e siècle contenant des crânes humains, étiquetés « race inférieure ». Parmi eux, celui d'une fillette algérienne de sept ans. L'auteur la baptise Zohra et lui prête une existence, une mémoire, une trajectoire possible. À partir de cette figure, le livre interroge ce que la République a conservé, classé, invisibilisé, et ce qu'elle a refusé de regarder. Zohra devient ainsi un personnage central, non comme une fiction gratuite, mais comme

un geste politique. L'écrivain imagine son enfance en Kabylie, son village rasé, sa vie interrompue par la violence coloniale. En parallèle, il déroule sa propre histoire familiale, celle d'un enfant d'immigrés algériens en France. Son père, ouvrier dans les hauts fourneaux de la société métallurgique de Caen, incarne cette main-d'œuvre invisible, surexploitée, cantonnée aux marges sociales. Le livre décrit sans pathos mais avec précision le quotidien des familles immigrées, la promiscuité, la misère, les logements insalubres, le racisme ordinaire. Il rappelle aussi l'existence prolongée des camps de harkis, maintenus parfois plus de quatorze ans après la guerre, et le mépris social dont étaient victimes les Algériens, réduits à des surnoms déshumanisants, « rats », « bicots », dans un pays qui se réclame pourtant des droits de l'homme. Xavier Le Clerc élargit ensuite son récit à l'histoire longue de la colonisation. Il revient sur le débarquement de 1830 à Sidi Fredj, rappelant que le fameux « coup d'éventail » n'était qu'un prétexte. En toile de fond, une

dette impayée du blé algérien acheté par la France via les négociants Bachri et Cohen, et une monarchie en quête d'un sursaut politique. La conquête s'accompagne d'une violence systématique, enfumades du Dahra, razzias, villages détruits, déportations massives. L'auteur cite des chiffres lourds, près de deux millions de paysans déplacés, plus de 8 000 villages anéantis. Parmi les pages les plus saisissantes du livre figure la description d'un commerce macabre longtemps ignoré, l'exploitation industrielle des ossements d'Algériens tués ou exhumés, transformés en « charbon animal » pour l'industrie sucrière. Ces cargaisons, expédiées vers Marseille, rappellent que la violence coloniale ne s'arrêtait pas à la mort. L'émir Abdelkader, rappelle l'auteur, avait interdit la consommation de ce sucre qu'il jugeait cannibale. Le récit traverse ensuite les décennies, jusqu'à la guerre civile des années 1990. La « décennie noire » apparaît comme une autre strate de violence, inscrite dans une histoire plus longue de déstructuration et de traumatisme. Pourtant, Le pain

des Français ne s'enferme pas dans une logique de ressentiment. En convoquant la figure de l'émir Abdelkader, chantre du pardon malgré l'épreuve de la captivité et la mort de ses enfants à Amboise, Xavier Le Clerc pose une question centrale : que faire de cette mémoire ? L'auteur, qui signe sous un nom français mais rappelle s'appeler Aït Taïeb, refuse toute posture victimaire. Il montre aussi les fractures internes à la société française, l'existence de citoyens, d'intellectuels, de militants qui se sont opposés à la brutalité coloniale. Le livre ne cherche pas l'apaisement factice, mais une reconnaissance lucide, condition minimale d'un dialogue sincère entre les deux rives de la Méditerranée. Par son écriture tendue, précise, sans concessions, Le Pain des Français s'inscrit dans une littérature de la mémoire qui dérange. Il rappelle que l'histoire coloniale n'est pas un passé clos, mais une matière active, encore à l'œuvre dans les corps, les silences et les archives.

Samy T.

Trait d'esprit

Le savant est l'homme par lequel s'opère facilement la distinction entre la franchise et le mensonge dans les paroles, entre la vérité et l'erreur dans les convictions, entre la beauté et la laideur dans les actes.

L'émir Abdelkader

Pluies et vague de froid aujourd'hui dans plusieurs wilayas du pays

L'Office national de la météorologie prévoit des pluies accompagnées d'une vague de froid aujourd'hui dans plusieurs wilayas du pays. Dans une alerte de niveau 1 de couleur « jaune », l'Office a indiqué que les wilayas concernées par les précipitations sont : El Tarf, Annaba, Skikda, Jijel, Béjaïa, Tizi Ouzou, Boumerdès, Alger, Sidi Bel- Abbès, Tlemcen et Naâma. Dans le même contexte, les wilayas de Tébesa, Khenchela, Batna, Sétif, Bordj Bou-Arreridj, Djelfa, Laghouat, El Bayadh et Naâma seront touchées par une vague de froid.

Camp africain de dialogue des jeunes à Naâma Renforcement des liens et échanges culturels

Les activités du Camp africain de dialogue des jeunes débiteront, mercredi, à l'oasis de Tiout, dans la wilaya de Naâma, avec la participation d'environ 1 000 jeunes issus de différentes wilayas du pays, ainsi que de 70 jeunes représentant 28 pays africains et 7 pays arabes, ont indiqué, mardi, les organisateurs. Le directeur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Naâma, Djamel-Eddine Afir, a précisé que cette manifestation, organisée par le ministère de la Jeunesse en collaboration avec la wilaya de Naâma, sous le slogan «Jeunesse africaine : identité commune, avenir partagé», constituera, durant trois jours, un espace de rencontre, de rapprochement et de tissage de liens d'amitié entre ces jeunes. Elle sera également marquée par l'organisation d'activités sportives et récréatives, ainsi que par des campagnes de volontariat pour le reboisement dans l'espace environnant de l'oasis de Tiout. Le programme de cette manifestation comprend diverses activités juvéniles, sportives et artistiques, avec l'aménagement d'espaces de camping et de circuits de randonnée pédestre, en plus de compétitions de courses à pied, d'exhibitions de motocyclisme et de sports de montagne, ainsi que de tournois sportifs de pétanque, de mini-football et autres, a ajouté le responsable. À cette occasion, des circuits touristiques seront également organisés au profit des délégations de jeunes participantes, leur permettant de découvrir la beauté de la nature saharienne, la diversité du patrimoine historique et culturel de la wilaya, l'hospitalité de ses habitants, ainsi que ses richesses civilisationnelles ancestrales, notamment les anciens ksour et les gravures rupestres, en plus d'expositions de produits de l'artisanat traditionnel. Les organisateurs ont souligné que cette première édition vise à renforcer les passerelles de communication et de rapprochement civilisationnel, à soutenir les échanges culturels entre les jeunes Africains et Arabes, et à encourager le tourisme juvénile.

Logements: remise des clés aujourd'hui pour 770 bénéficiaires à Béjaïa

Dans un communiqué publié hier, l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Béjaïa a informé les bénéficiaires des 770 logements publics locatifs de la commune de Béjaïa ayant réglé les frais relatifs à leur logement que l'opération de remise des clés est prévue aujourd'hui à partir de 10 h pour les bâtiments A24, A25, A26 et A27. La remise des clés aura lieu à la cité des 2 270 logements du pôle urbain « Cheikh El Mokrani ». L'OPGI a précisé que les bénéficiaires doivent être présents en personne et munis de leurs reçus de versement.

Candidatures ouvertes :

Programme de leadership climatique pour la jeunesse algérienne

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a annoncé, hier, dans un communiqué, l'ouverture des candidatures pour l'intégration d'un programme visant à soutenir les jeunes leaders dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement climatique, supervisé par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), et ce, jusqu'au 6 janvier prochain. «Dans le cadre de l'autonomisation des jeunes et du renforcement de leur participation aux initiatives nationales et internationales liées au développement durable, le CSJ informe la jeunesse

algérienne de l'ouverture des candidatures pour intégrer le programme Leading Minds Climate Education Fellowship, placé sous la supervision de l'UNICEF», précise la même source. Ce programme international vise à soutenir «les jeunes leaders dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement climatique, à développer des approches innovantes contribuant au renforcement de la conscience environnementale auprès des jeunes générations, à donner aux enfants les moyens de faire face aux défis climatiques et à participer à la construction d'un avenir

juste et durable». «Les catégories concernées par la candidature sont les jeunes impliqués dans des initiatives, programmes ou projets liés à l'éducation climatique et à l'enseignement au service du développement durable. Le dernier délai d'inscription est fixé au 6 janvier 2026», souligne la même source. Le CSJ a, par ailleurs, invité l'ensemble des personnes intéressées à «consulter les conditions de participation et à soumettre leurs dossiers via le lien suivant : <https://www.unicef.org/.../leading-minds-fellowship>.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION Mercredi 31 Décembre 2025//N° 1240// PRIX 20DA

Pour un Nouvel An en toute sérénité

La Protection civile appelle à la prudence

À l'approche du réveillon du Nouvel An 2026, la Direction générale de la Protection civile exhorte les citoyens à faire preuve de vigilance pour éviter les accidents domestiques et de la route. Entre pics de déplacements, intempéries et risques liés aux installations, chacun doit respecter les mesures préventives pour garantir une célébration sécurisée.



La Direction générale de la Protection civile (DGPC) a invité, dans un communiqué publié hier, les citoyens à faire preuve de la plus grande vigilance et de prudence afin de prévenir les accidents domestiques et routiers durant les célébrations du Nouvel

An 2026. En raison de l'intensification des déplacements et des activités à travers les différentes wilayas du pays à cette occasion, la DGPC insiste sur la nécessité d'adopter un comportement responsable et vigilant pour éviter des incidents susceptibles d'engendrer des pertes humaines et matérielles

significatives. L'organisme rappelle qu'au cours de cette période, une hausse des accidents de la circulation est généralement constatée en raison de l'augmentation des déplacements. S'y ajoutent également des accidents domestiques, particulièrement liés à des cas d'asphyxie et d'intoxication au monoxyde de carbone. Concernant les risques liés aux intempéries, la DGPC recommande aux conducteurs de respecter les mesures préventives, notamment en vérifiant l'état général de leurs véhicules avant chaque trajet, en s'assurant de la présence des équipements de secours nécessaires, et en se renseignant sur les conditions météorologiques ainsi que sur l'état des routes pour minimiser les dangers potentiels. Elle insiste également sur l'importance du respect du Code de la route, d'éviter les manœuvres dangereuses et les excès de vitesse, tout en s'abstenant de conduire en cas de fatigue ou de somnolence. Pour prévenir les risques d'asphyxie et d'intoxication au monoxyde de carbone, il est conseillé d'aérer régulièrement les espaces fermés, de vérifier le bon état et le fonctionnement des appareils de chauffage, des chauffe-eau et autres équipements électriques. Avant tout départ ou en cas d'absence prolongée au domicile, il est primordial de débrancher ces dispositifs pour réduire les risques d'incendie. Enfin, la DGPC rappelle qu'elle met à disposition des citoyens ses numéros d'urgence : le 14 et le vert 1021. Ses équipes opérationnelles restent mobilisées 24 heures sur 24 pour répondre à toute éventualité.

H.H.

Avec un projet stratégique à Touggourt

L'État accélère la production locale de pneus

Le lancement lundi 29 décembre 2025 de l'ambitieux projet de réalisation d'une usine de production de pneus dans la wilaya de Touggourt (sud) marque un réel tournant dans l'industrie nationale. La cérémonie officielle du lancement du projet, marquée par la pose de la première pierre, a été supervisée par le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekache, accompagné du wali de Touggourt, Othman Abdelaziz, en présence des autorités locales, et des walis de Ouargla, d'El Oued et d'El Meghaïer. Ce projet structurant et stratégique, selon l'Agence algérienne pour la promotion de l'investissement (AAPI), au demeurant essentiel tant au niveau local que national, d'une capacité annuelle de production de 5 millions de pneus, vient à point nommé pour répondre à une demande croissante de pneus pour les véhicules légers et lourds sur le marché algérien. De ce fait, une fois mis en service, le projet constitue une avancée

majeure pour le secteur de l'industrie en Algérie, particulièrement en matière de réduction de la dépendance du pays aux importations, au demeurant un enjeu crucial pour l'économie nationale, et de création de postes d'emploi locaux. S'étendant sur une superficie de 20 hectares, le projet, dont le coût dépasse les 27 milliards de dinars, prévoit initialement la production annuelle de deux millions d'unités destinées aux véhicules lourds, auxquelles s'ajouteront trois millions d'unités pour les véhicules légers. Il s'inscrit ainsi dans un programme plus large comprenant des projets similaires à Oran, Sétif et Oum El Bouaghi. L'usine représente une réelle opportunité pour la région de Touggourt et les zones environnantes, car sa mise en place constitue non seulement un pas en avant pour l'industrie automobile algérienne, mais aussi un facteur clé pour la dynamisation du marché de l'emploi dans le sud du pays. L'industrie privée n'est pas en reste quant à jouer également un rôle

important dans cette dynamique. Dans ce sillage, Iris Tyres, la première marque algérienne de pneus, demeure l'exemple concret de l'initiative privée. Car, lors du Salon de la production algérienne 2025, faut-il le rappeler, l'entreprise a présenté une nouvelle gamme élargie de pneus, incluant des produits destinés à différents types de véhicules. Laquelle gamme compte des pneus pour citadines, véhicules de tourisme, SUV, ainsi que des modèles pour les utilitaires et véhicules tout-terrain. Enfin ces projets ambitieux de réalisation d'unités de production de pneus dans plusieurs régions du pays, renforcés par la présence d'unités de production privée, ne feront que répondre à la demande croissante des automobilistes algériens en matière de sécurité, performance et durabilité, voire ambitionner pour un développement à l'international (partenariat et exportations).

Kader M.